

RÉCUPÉRATION DE 108 ACTIFS «MAL ACQUIS»
ET LEVÉ D'OBSTACLES À PLUS DE 1200 PROJETS

L'État déterminé à redynamiser l'économie nationale

Depuis 2022, l'État a intensifié ses efforts pour récupérer des biens immobiliers et industriels, transférant 31 actifs au cours de cette année. En 2024, cette dynamique s'est poursuivie avec la récupération de 77 actifs supplémentaires, portant le total à 108 actifs transférés depuis le début de l'opération. P 3



AVEC 1 249 AGENCES
BANCAIRES OUVERTES À
TRAVERS LE PAYS À FIN 2023

**Le secteur public
confirme sa
prédominance**

Le système bancaire algérien qui se compose de 28 banques et établissements financiers, à fin décembre 2023, est toujours dominé par le secteur public. En effet, selon les derniers chiffres de la Banque d'Algérie (BA), le réseau bancaire algérien compte 1 649 agences dont 1 249 agences pour les banques publiques et 400 agences seulement pour les banques privées.

P 2

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

**Les candidats mettent le
cap sur le caractère social
de l'Etat et l'économie**

La préservation du caractère social de l'Etat et le renforcement de l'économie nationale à travers la création d'entreprises et d'emplois ont été centre des discours développés par les candidats et leurs représentants, hier dimanche, au 4e jour de la campagne électorale.

P 5

UNE USINE D'UNE CAPACITÉ DE
15 000 TONNES SERA RÉALISÉE
À EL HARRACH

**Saidal se lance dans la
production du lait
infantile**



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé la relance qu'un projet d'usine de production de production de lait pour nourissant et de farine infantile, au sein de l'unité Saidal d'El Harrach.

P 5

PÉTROLE
**Le Brent s'établit
à 79 dollars** P 2

L'INDUSTRIE DE LA CÉRAMIQUE
EN PLEIN ESSOR

**Des perspectives
prometteuses
à l'international** P 3

VARIOLE DU SINGE

**Mise en place d'un
dispositif de surveillance
et d'alerte** P 4

PÉTROLE

Le Brent s'établit à 79 dollars

Les cours du pétrole commençaient la semaine en baisse lundi, les craintes autour de la demande chinoise accaparant l'attention des investisseurs, effaçant la prime de risque géopolitique malgré une situation toujours préoccupante au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, cédait 0,68% vers 10h20 à 79,14 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, perdait 0,87%, à 75,98 dollars. Les analystes expliquent ce recul essentiellement par "les faiblesses du plus grand importateur de pétrole au monde qui assombrissent les perspectives de la demande". L'économie chinoise inquiète en effet les investisseurs depuis le tassement de sa croissance au deuxième trimestre. Le taux de chômage des jeunes en Chine, une priorité pour Pékin, a atteint en juillet 17,1%, son niveau le plus élevé depuis le début de l'année, selon des chiffres officiels publiés en fin de semaine dernière. Il s'y ajoute une série d'indicateurs jugés décevants, en dépit de récentes mesures du gouvernement pour tenter de relancer la croissance. La production industrielle s'est notamment tassée et la demande en prêts bancaires s'est contractée pour la première fois en près de 20 ans. Par ailleurs, les craintes autour de la situation au Moyen-Orient se sont un peu calmées car il n'y a pas de signe de représailles pour l'instant, affirment les analystes.

AVEC 1 249 AGENCES BANCAIRES OUVERTES À TRAVERS LE PAYS À FIN 2023

Le secteur public confirme sa prédominance

Le système bancaire algérien qui se compose de 28 banques et établissements financiers, à fin décembre 2023, est toujours dominé par le secteur public. En effet, selon les derniers chiffres de la Banque d'Algérie (BA), le réseau bancaire algérien compte 1 649 agences dont 1 249 agences pour les banques publiques et 400 agences seulement pour les banques privées.

Par Sirine R.

Il est à noter que douze 12 banques sur 20 offrent des produits et des services relevant de la finance islamique, dont six (06) banques publiques et six (06) banques privées dont deux (02) sont exclusivement spécialisées dans la finance islamique, a indiqué la Banque d'Algérie dans son dernier rapport annuel 2023 sur l'évolution économique et monétaire. Selon leurs natures d'activité, les banques et les établissements financiers sont répartis comme suit : « 7 banques publiques ; 13 banques privées à capitaux étrangers dont une à capitaux mixtes ; deux établissements financiers publics; cinq (5) sociétés de leasing dont trois (3) publiques ; une mutuelle d'assurance agricole agréée pour effectuer des opérations de banque qui a opté, à fin 2009, pour le statut d'établissement financier». Sur l'ensemble des agences bancaires, 89 agences sont exclusivement dédiées à la finance islamique à fin 2023 contre 75 agences à fin 2022. De leur côté, les banques publiques totalisent 18 agences dédiées à la finance islamique à fin 2023, tandis que les banques pri-

vées comptent 71 agences dont 58 pour les deux banques spécialisées dans la finance islamique. Par ailleurs, le nombre d'agences des établissements financiers a atteint 97 agences à fin 2023 contre 96 agences à fin 2022. Au total, les banques et les établissements financiers comptent 1 746 agences à fin 2023 contre 1 720 à fin 2022, traduisant une densité d'une agence pour 26 690 habitants en 2023 contre 26 628 habitants en 2022. Le ratio population active/guichets bancaires s'est légèrement amélioré en 2023, soit un guichet pour 8 141 personnes en âge de travailler contre 8 238 personnes en 2022, indique la BA dans son rapport.

Un réseau postal de 4 209 agences à fin 2023

Quant aux centres des chèques postaux, ils disposent à fin 2023 de 4 209 agences réparties sur l'ensemble du territoire national, soit un établissement postal pour 3 189 personnes actives. Au total, l'ensemble des agences des banques et des chèques postaux s'élève à 5 858 agences, soit un ratio population active/agences, en légère hausse, de 2 291 per-

sonnes en 2023 contre 2 319 personnes en 2022. A fin 2023, le nombre de comptes bancaires actifs en dinars a augmenté de 6,57 %, soit un total de 12 818 657 comptes, contre 12 028 816 comptes en 2022. Les personnes morales représentent 5 % du total de ces comptes (640 535 comptes en 2023) alors que la part des personnes physiques est plus importante, elle est de 95 % du total des comptes bancaires actifs en dinars (12 178 122 comptes en 2023). De plus, le nombre de comptes bancaires actifs en devises a atteint 4 673 292 comptes en 2023 contre 4 410 449 comptes en 2022, soit une hausse de 5,96 %. Les personnes morales ne représentent que 0,73 % du total des comptes bancaires actifs en devises (34 192 comptes en 2023), alors que les personnes physiques représentent plus de 99 % du total de ces comptes (4 639 100 comptes en 2023). Le niveau de bancarisation, en termes de nombre de comptes ouverts par les banques à la clientèle (comptes actifs en dinars et en devises) et par le centre des chèques postaux est en légère progression en 2023 et se situe à 3,41 comptes par personne en âge de travailler, contre 3,26 comptes en 2022.

MÉDÉA

Remise d'actes de concession de terrains agricoles

Soixante-quatre (64) actes de concessions de terrains agricoles établis dans le cadre de mise en conformité des terrains mis en valeur et l'accession à la propriété foncière agricole ont été remis, lundi à Médéa, à des exploitants agricoles activant à travers plusieurs communes. "Les actes de concessions concernent les exploitants agricoles ayant introduits des

demandes, soit dans le cadre de la procédure de mise en conformité des terrains agricoles mis en valeur depuis plusieurs années, soit celles relatives à l'accession à la propriété foncière agricole (APFA)", a expliqué à l'APS le directeur local de l'office national des terres agricoles (ONTA), Youcef Laroussi, en marge de la cérémonie de remise de ces actes, organisée à

la bibliothèque principale de lecture publique. "Les deux formules permettent aux demandeurs déclarés éligibles par la commission de wilaya en charge du dossier, de disposer d'un acte de régularisation définitif qui leur donne la possibilité de bénéficier des différentes aides octroyées par l'état aux opérateurs du secteur agricole", a-t-il ajouté. Près de 7600 demandes de mise en

conformité et d'accession à la propriété foncière agricole ont été enregistrées depuis 2022 par la commission de wilaya de régularisation des terres agricoles qui a validé 1456 dossiers totalisant une superficie de 2217 hectares, a affirmé, pour sa part, le chef de l'exécutif local, Djahid Mous, lors de la cérémonie de remise des actes de concession. L'opération de régularisation va

se poursuivre encore dans les prochains jours et devrait permettre de traiter un nombre supplémentaire de demandes déposées au niveau de la commission de wilaya, a souligné le wali, assurant que le but attendu de l'opération est de "préserver le foncier agricole local et réunir les meilleurs conditions pour l'exercice des activités agricoles".

AGRICULTURE

Lancement de l'opération de vaccination des bovins contre la dermatose nodulaire contagieuse

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a annoncé, lundi, dans un communiqué, le lancement de l'opération de vaccination des bovins contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), suite à l'acquisition du premier lot de vaccins. "Dans le cadre des efforts de l'Etat visant à assurer la protection sanitaire de la richesse animale du pays, le minis-

tère de l'Agriculture et du Développement rural, a procédé à l'acquisition d'un premier lot de vaccins contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNC), le début de l'opération de vaccination étant prévu lundi, 19 août 2024", indique le communiqué. A cet égard, les services vétérinaires à travers le territoire national ont été mobilisés, et toutes les mesures nécessaires pour

la mise en œuvre de l'opération de vaccination au niveau des wilayas affectées, ont été prises, selon le ministère. D'après la même source, "l'opération se poursuivra jusqu'à ce que la propagation de cette maladie soit maîtrisée et que les animaux sains soient protégés". Pour y faire face, il est recommandé de poursuivre les opérations de nettoyage des écuries et l'élimination régulières

des insectes vecteurs de la maladie", ajoute la même source. La DNC est une maladie virale affectant uniquement les bovins, (n'est pas transmissible aux humains). Elle est transmise entre animaux par des vecteurs (insectes hématophages). Les symptômes de cette pathologie consistent en la fièvre et des nodules de tailles variées sur la peau des animaux.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉCUPÉRATION DE 108 ACTIFS «MAL ACQUIS» ET LEVÉ D'OBSTACLES À PLUS DE 1200 PROJETS

L'État déterminé à redynamiser l'économie nationale

Depuis 2022, l'État a intensifié ses efforts pour récupérer des biens immobiliers et industriels, transférant 31 actifs au cours de cette année. En 2024, cette dynamique s'est poursuivie avec la récupération de 77 actifs supplémentaires, portant le total à 108 actifs transférés depuis le début de l'opération. La valeur totale de ces transferts - qui concerne seulement le secteur industriel - est estimée à plus de 37 milliards de dinars. Parallèlement, un comité multisectoriel sous tutelle a levé les obstacles entravant plus de 1 200 projets afin de revitaliser l'industrie nationale. Cette démarche a permis de débloquent des projets industriels en attente, stimulant ainsi la reprise et la croissance des secteurs clés de l'économie, a indiqué Djamel Ghedir, sous-directeur de la gouvernance des entreprises publiques économiques au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Djamel Ghedir a expliqué que les efforts du gouvernement pour récupérer et réintégrer les biens saisis dans le cadre de la lutte contre la corruption illustrent une stratégie claire visant à renforcer l'économie nationale tout en optimisant l'utilisation des ressources récupérées. Les biens et projets récupérés sont répartis dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, le tourisme, l'énergie, la promotion immobilière, les travaux publics, l'industrie pharmaceutique et l'audiovisuel. Cette diversification offre une opportunité considérable pour revitaliser l'économie du pays. En particulier, le secteur industriel a tiré un bénéfice significatif de cette initiative, avec 8 actifs transférés en 2022 et 34 autres en 2024. Cette répartition stratégique vise à renforcer les capacités de production nationale dans des domaines tels que l'agroalimentaire, le métal et le plastique, où l'État identifie un potentiel important pour stimuler l'économie et créer des emplois. Il a également confirmé que des mesures exceptionnelles ont été adoptées pour soutenir la réhabilitation des entreprises concernées. Cela inclut l'octroi de prêts d'exploitation et de production en 2024, ainsi que des directives données aux

groupes pour achever les projets afin d'améliorer l'efficacité économique de ces unités. Parmi ces initiatives, le secteur de l'industrie et de la production pharmaceutique verra bientôt l'entrée en service de nouveaux projets de développement, tels que le complexe de trituration des graines oléagineuses à Jijel, la raffinerie de sucre de Boumerdès, le complexe de production de tuyaux et canalisations en acier à Oran, ainsi que le complexe de production de produits pharmaceutiques à Mostaganem, destiné à l'ophtalmologie et à la médecine vétérinaire.

Le complexe de production de matières premières pour la fabrication d'insuline à Constantine est également en cours. Concernant l'inventaire final des biens confisqués dans des affaires de corruption et leur transfert, Ghedir a indiqué que l'année 2024 a vu le transfert de 51 actifs lors de la première phase et de 26 actifs lors de la deuxième phase, soit un total de 77 actifs couvrant divers secteurs tels que l'industrie, le tourisme, l'économie, l'énergie, les mines, la promotion immobilière, les travaux publics, l'industrie pharmaceutique, l'audiovisuel et les transports. L'intervenant a affirmé que le gouvernement a adopté une approche rigoureuse pour la gestion de ces biens récupérés. Un mécanisme gouvernemental multisectoriel a été mis en place

pour évaluer la situation des actifs confisqués et les attribuer aux entreprises publiques selon leur domaine d'activité. Ces mécanismes visent non seulement à récupérer ces biens, mais aussi à les transformer en moteurs de croissance économique. Les actifs industriels récupérés, dont la valeur est estimée à plus de 37 milliards de dinars, emploient actuellement plus de 3 500 travailleurs, illustrant l'impact direct de ces initiatives sur l'emploi.

L'invité de la radio a confirmé que l'une des décisions stratégiques majeures du gouvernement a été de maintenir ces biens dans le secteur public, malgré des propositions de les vendre au secteur privé. Cette décision vise à garantir que ces actifs restent sous contrôle public, permettant ainsi de maximiser leur rentabilité tout en contribuant durablement à l'économie nationale. Le gouvernement met également un accent fort sur la bonne gouvernance dans la gestion de ces actifs, en insistant sur la formation des travailleurs et l'amélioration des processus de production. Ces mesures sont essentielles pour assurer le succès de la réintégration de ces biens dans l'économie. Ces initiatives démontrent une volonté claire de l'État de transformer des actifs autrefois liés à la corruption en leviers de développement économique et de prospérité pour l'ensemble du pays."

L'INDUSTRIE DE LA CÉRAMIQUE EN PLEIN ESSOR

Des perspectives prometteuses à l'international

Par M. A.

Des avancées notables ont été réalisées dans le secteur de l'industrie de la céramique, atteignant une autosuffisance impressionnante. Grâce à une production de haute qualité, l'Algérie couvre ses besoins locaux tout en générant un excédent significatif de plus de 50 millions de mètres carrés par an. Cet excédent ouvre des perspectives prometteuses à l'international.

Les besoins nationaux en céramique pour les programmes de logement et les projets de construction se chiffrent entre 150 et 200 millions de mètres carrés, tandis que la demande actuelle oscille entre 100 et 150 millions de mètres carrés. La production nationale, atteignant 300 millions de mètres carrés par an, est largement suffisante pour répondre aux besoins immédiats et anticiper les projets futurs. Les 63 entreprises locales jouent un rôle crucial dans cette réussite, et ce surplus substantiel crée des opportunités intéressantes pour l'exportation, notamment vers les marchés africains en pleine expansion, où la demande pour des matériaux de

construction de qualité continue de croître.

En s'ouvrant à ces marchés internationaux, l'Algérie ne diversifie pas seulement ses sources de revenus, mais renforce également sa position sur la scène mondiale de la céramique. Le pays est désormais capable de consommer des produits entièrement fabriqués localement, ce qui renforce la résilience du secteur de la construction et réduit la dépendance aux importations.

Avec le lancement imminent du programme de logement "AADL 3", la demande en céramique devrait augmenter, offrant au gouvernement l'occasion de promouvoir l'exportation comme une stratégie pour diversifier les sources de revenus et renforcer les réserves de devises étrangères.

« L'Algérie a réussi à devenir autosuffisante en céramique grâce à une production à la fois efficace et de haute qualité, créant ainsi un excédent de plus de 50 millions de mètres carrés par an. Alors que les besoins locaux pour le logement et les projets de construction varient entre 150 et 200 millions de mètres carrés,

la production annuelle atteint 300 millions de mètres carrés. Ce surplus offre de nouvelles perspectives pour l'exportation, particulièrement vers les marchés africains en pleine expansion. En privilégiant les produits entièrement fabriqués localement, l'Algérie renforce sa résilience, diminue sa dépendance aux importations, et explore de nouvelles stratégies pour diversifier ses revenus et renforcer sa position sur la scène internationale », a affirmé Moncef Boudjerba, Président de l'Association des Céramistes Algériens (ACA), dans une déclaration à la presse nationale.

En somme, l'Algérie se trouve à un tournant stratégique dans le secteur de la céramique. La production excédentaire répond non seulement aux besoins internes mais ouvre également des perspectives prometteuses à l'international. En diversifiant ses exportations et en explorant de nouveaux marchés, l'Algérie avance vers une diversification économique, réduisant sa dépendance aux hydrocarbures tout en stimulant la croissance économique et en renforçant sa position sur la scène mondiale.

UNE USINE D'UNE CAPACITÉ DE 15 000 TONNES SERA RÉALISÉE À EL HARRACH

Saidal se lance dans la production du lait infantile

Par Selma R.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé la relance qu'un projet d'usine de production de production de lait pour nourissant et de farine infantile, au sein de l'unité Saidal d'El Harrach. Lors de sa visite à l'unité Saidal d'El Harrach, Aoun a indiqué que l'usine sera réalisée en partenariat entre le groupe pharmaceutique Saidal et des partenaires privés, pour un investissement de 3,2 milliards de dinars et 22 millions d'euros pour les équipements. Le projet bénéficiera également d'un accompagnement technique de partenaires allemands. Le ministre a souligné que l'objectif du projet est d'accélérer la production de ce produit pour couvrir les besoins et éviter les importations. Actuellement, l'Algérie importe annuellement 10 000 tonnes de lait infantile à des prix élevés. L'entrée en production de cette usine est prévue dès 2025, avec une capacité de production annuelle de 15 000 tonnes de lait infantile, soulignant ainsi la volonté des autorités d'assurer l'autosuffisance nationale en matière de produits alimentaires pour les nourrissons et de soulager le budget des familles. En effet, les prix actuels du lait infantile, souvent importé, sont exorbitants. Lors de sa visite à l'unité de production d'El Harrach, le ministre a précisé que cette initiative permettrait de créer environ 200 emplois et de renforcer l'industrie pharmaceutique nationale. « Nous comptons actuellement sur 12 opérateurs pour l'importation de lait infantile », a-t-il indiqué, rappelant les directives du président de la République qui a insisté sur la nécessité de produire localement ce type de lait afin de ne pas dépendre des importations. La production débutera par une capacité de 7 000 tonnes par an, destinée aux nourrissons âgés de 0 à 6 mois, avant d'atteindre l'objectif final de 15 000 tonnes.

Selon le ministre, cette usine était auparavant la propriété de l'État avant d'être accaparée par un groupe qui n'a jamais mené à bien le projet pour lequel elle avait été acquise. Des sommes considérables ont ainsi été détournées sans que le projet ne voie le jour. Grâce à une intervention judiciaire, l'usine a été récupérée et sera désormais exploitée par le complexe Saidal, en partenariat avec le secteur privé, pour la production de lait infantile.

Par ailleurs, le ministre a annoncé le lancement imminent du projet de production de lait en poudre dans la wilaya de Djelfa, précisant que ce projet sera lancé en parallèle avec le projet «Baladna» en partenariat avec le Qatar dans le sud du pays. Il a souligné que le terrain est prêt pour accueillir l'usine, qui comprendra une ferme abritant 3500 vaches laitières. Le ministre a expliqué que l'objectif de ce projet est de répondre aux besoins du pays et des citoyens en cette matière essentielle, de réduire la facture des importations et d'atteindre un surplus pour l'exportation d'ici 2025.

MONNAIES

Le dollar et l’euro baisse face à la devise nipponne

Le dollar et l'euro ont baissé face à la devise nipponne, qui s'est fortement relevé lundi alors que les paris se renforcent en faveur d'un nouveau resserrement monétaire au Japon, là où les perspectives de baisse des taux américains ont également propulsé l'or à un nouveau sommet historique. La devise nipponne bondissait vers 10h15 de 1,04% face au dollar à 146,11 yens, et gagnait 0,94% contre l'euro à 161,27 yens. Le yen se porte mieux en début de séance, alors que "les grands acteurs (du marché, ndlr) parient de plus en plus sur le fait que la Banque du Japon (BoJ) continuera à relever ses taux" en septembre, après une première décision en ce sens en mars, puis en juillet, expliquent des analystes. La monnaie japonaise profitait également de la faiblesse du dollar, le marché misant sur un nouvel assouplissement monétaire de la banque centrale américaine en septembre. Le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, participera vendredi à une session extraordinaire du parlement japonais, et devrait conserver un ton prudent. Le même jour, le gouverneur de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell s'exprimera au symposium de politique économique de Jackson Hole aux Etats-Unis, qui marque traditionnellement la rentrée pour les investisseurs. Mercredi seront également publiées les "minutes" de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed. L'or, qui avait de son côté gravi des sommets inédits vendredi, a touché un nouveau record dans la nuit de dimanche à lundi, à 2.509,94 dollars l'once. Lundi matin, le prix de l'once du métal jaune refluit légèrement de 0,21% à 2.502,70 dollars.

ASSURANCE DES NAVIRES ET DES ÉQUIPEMENTS DE PÊCHE

Le Port d’Arzew organise une journée de sensibilisation

La Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) d'Oran a organisé, lundi au port de pêche d'Arzew (Est d'Oran), une journée de sensibilisation au profit des professionnels de la pêche sur l'importance de l'assurance des navires, des embarcations et des équipements de pêche. Le directeur de la CRMA d'Oran, Bouazza Mohamed Nabil a indiqué, dans une déclaration à l'APS, en marge des activités de cette manifestation, que l'objectif de cette initiative est de sensibiliser les armateurs et les pêcheurs sur la nécessité d'assurer leurs navires, embarcations et équipements de pêche contre les risques dont la mer n'est pas dénuée. M. Bouazza a souligné que le but de ce type de campagne est également de diffuser la culture de l'assurance dans le domaine de la pêche maritime. Le même responsable a déclaré que la CRMA propose

plusieurs offres et produits adaptés aux différentes activités de la pêche, assurant les navires, embarcations et équipements contre divers risques tels que les noyades, les incendies, le vol et concerne également l'assurance des projets d'aquaculture contre la pollution, les prédateurs et le manque d'oxygène, entre autres. Il a fait savoir par ailleurs que la CRMA organisera prochainement une autre journée de sensibilisation au profit des investisseurs dans le domaine de l'aquaculture. M. Bouazza a expliqué que cette journée de sensibilisation a permis d'écouter les préoccupations des professionnels en matière d'assurance, ajoutant que plusieurs points ont été abordés, notamment la nécessité d'assurer les filets indépendamment, vu leur coût élevé, et le haut risque de les perdre en mer en raison des courants.

Dernière composition de DZAIINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

VARIOLE DU SINGE

Mise en place d’un dispositif de surveillance et d’alerte

Le ministère de la Santé a assuré, lundi, n'avoir enregistré aucun cas de variole du singe sur le territoire national, annonçant la mise en place d'un dispositif de surveillance et d'alerte pour contrecarrer cette maladie qui s'est répandue dans plusieurs pays, a indiqué un communiqué du ministère.

A ce propos, le ministère qui a réuni la sous-commission multisectorielle nationale des points d'entrée du Règlement sanitaire international (RSI) pour une évaluation du risque de cette maladie, suite à la déclaration du directeur général de l'OMS relative à la variole du singe ou MPOX, le 14 août dernier, comme étant "une urgence de santé publique de portée internationale", a fait état de "la disponibilité des moyens pour faire face à l'introduction éventuelle de cette maladie dans le pays", tout en assurant qu'"aucun cas de variole de singe n'a été enregistré sur le territoire

national, qu'il soit local ou importé". Il a également souligné qu'après avoir "passé en revue la situation épidémiologique mondiale et régionale et les modes de transmission de la maladie, les membres de la sous-commission ont déclaré que le risque demeure faible dans la population générale. Néanmoins, la vigilance doit rester de mise", a-t-il averti, précisant que la plupart des cas confirmés dans le monde "sont importés à partir des zones endémiques des pays d'Afrique". De ce fait, le ministère a annoncé "la mise en place d'un dispositif de surveillance et d'alerte au niveau natio-

nal, notamment à travers le renforcement de la surveillance des cas par l'activation du dispositif de veille au niveau des points d'entrée et la détection rapide des cas par le personnel médical et l'information et la sensibilisation de la population générale". Il a fait savoir que la variole du singe est "une maladie virale" et qu'elle "se transmet à l'homme par contact avec une personne, un animal ou un objet porteur du virus", appelant, par occasion, les citoyens à respecter "les règles d'hygiène individuelle et collective, notamment le lavage des mains".

VENTE DES FOURNITURES SCOLAIRES

Ouverture à partir de mardi de cinq marchés de proximité à Blida

Cinq (5) marchés de proximité pour la vente des fournitures scolaires à des prix compétitifs seront progressivement ouverts à Blida à partir de mardi prochain, a-t-on appris dimanche, de la direction de wilaya du commerce. Ces cinq marchés de proximité, dont le lancement s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2024/2025, seront progressivement ouverts dans les communes de Blida, Bouinane, Bougara (Est), El-Affroun (Ouest) et Boufarik (Nord), a indiqué le directeur du secteur, Aissa Mechachou. Il a ajouté que ces espaces commerciaux seront notamment abrités par le parking du complexe sportif Mustapha Tchaker de Blida, les deux (2) biblio-

thèques communales de Boufarik et El-Affroun, la place publique de la commune de Boufarik et celle de la commune de Bougara. A noter, également, l'affectation d'un pavillon spécial dans la majorité des grandes surfaces commerciales de la wilaya pour la vente des fournitures scolaires au même prix que celui appliqué dans les marchés de proximité, dans le but de permettre à tous les parents d'élèves de Blida d'acquérir

les besoins de leurs enfants à des prix abordables, selon la même source. "Ces marchés resteront ouverts jusqu'à 15 jours après la rentrée scolaire, avec la participation de 22 opérateurs économiques spécialisés dans ce type de produits", a précisé le même responsable, soulignant la programmation d'une autre initiative de vente itinérante (ambulante) de fournitures scolaires au profit de toutes les régions reculées.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 18Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	108	68	البطاطا
	Tomate	65	77	53	الطماطم
	Oignon sec	43	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	353	412	295	الثوم الجاف
	Carotte	74	83	66	الجزر
	Navet	103	114	92	لفت
	Poivron	101	115	88	الفلفل الأخضر
	Piment	118	133	102	الفلفل الحار
	Courgette	94	104	84	الكوسة
	Haricot vert	205	227	182	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	99	111	87	الطس
	Pomme locale	395	500	290	التفاح المحلي
	Datte	559	681	437	التمر
	Melon	102	113	90	البطيخ الأصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الأحمر
	Poire	389	453	326	الإجاص
Produits d'origine animale	Raisin	233	302	163	العنب
	Banane	396	410	382	الموز
	Viande bovine locale	1793	1931	1654	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	492	505	479	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle **07/09/2024**



Les candidats mettent le cap sur le caractère social de l'Etat et l'économie

La préservation du caractère social de l'Etat et le renforcement de l'économie nationale à travers la création d'entreprises et d'emplois ont été centre des discours développés par les candidats et leurs représentants, hier dimanche, au 4e jour de la campagne électorale.

Synthèse R N

En effet, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, depuis Constantine, à réaliser deux millions de logements, toutes formules confondues, et à réviser les codes communal et de wilaya afin de conférer de plus larges prérogatives aux élus locaux. Il s'est également engagé, si le peuple lui renouvelait sa confiance le 7 septembre prochain, à se rendre dans toutes les wilayas du pays et à œuvrer à leur développement. Le candidat indépendant a aussi indiqué qu'il comptait «poursuivre le renforcement de la couverture sanitaire à travers l'ensemble des wilayas» et «concrétiser le lancement effectif du projet de nouveau Centre hospitalo-universitaire de Constantine». M. Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, affirmé qu'il renforcera le pouvoir d'achat des citoyens à travers plusieurs mesures, dont «le plafonnement des prix, la lutte contre la spéculation et l'inflation et la poursuite de l'augmentation des salaires des travailleurs». Au volet économique, le candidat indépendant s'est engagé à faire du prochain mandat présidentiel «un mandat économique par excellence» à travers plusieurs mesures, dont la réduction de l'importation de certains produits de consommation comme le blé dur, l'orge et le maïs, l'exploitation de la mine de Gara Djebilet

et l'augmentation des recettes du pays en devises. La croissance économique a atteint 4,2%, un taux reconnu par les institutions internationales, a-t-il rappelé, notant que cette réalisation avait été «rendue possible grâce au niveau de conscience et d'intégrité et aux efforts de préservation des deniers publics». Et de préciser, à cet égard, qu'au cours des dernières années, «l'Algérie a récupéré les biens pillés de son peuple, dont 51 usines et un hôtel 5 étoiles en Espagne» et «émis des commissions rogatoires à travers 32 pays pour la récupération de fonds de 755 comptes bancaires à l'étranger», soutenant que «l'Algérie est aujourd'hui respectée dans le concert des nations après s'être affranchie de la dette extérieure». Concernant la politique étrangère, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie «œuvre en faveur de la stabilité dans la région en traitant avec ses partenaires internationaux et ne renoncera pas à ses engagements quelles que soient les circonstances», assurant que l'Algérie «se tient aux côtés des peuples opprimés et ne renoncera pas à son soutien aux justes causes palestinienne et sahraouie». Il s'est, par là même, engagé à ne pas abandonner le Liban. Pour sa part, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif s'est engagé, depuis Constantine, à opérer une réforme globale du système éducatif, tous

cycles confondus, et à augmenter les salaires des enseignants afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la formation des générations montantes. M. Hassani Cherif a indiqué que son programme «accorde la priorité à l'investissement dans la ressource humaine» pour être plus efficace au service de la patrie, ajoutant que cela implique une «réforme réelle et profonde de l'éducation, tous cycles confondus, étant la clé du développement des Nations, ainsi que la réforme du système de la formation professionnelle et de la recherche scientifique». Dans ce contexte, il a expliqué que son programme accordait à l'enseignant et à l'encadrant la place qui leur sied, s'engageant à «réviser les lois des secteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, à consolider les statuts particuliers des enseignants et des travailleurs du secteur, et à augmenter leurs salaires pour être au niveau des salaires des cadres supérieurs afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle en matière de formation des générations montantes». Par ailleurs, le candidat du MSP a fait savoir que son programme accordait une grande importance à la femme et aux jeunes, et en cas de victoire, il s'emploiera à faciliter l'intégration socioéconomique des jeunes en leur assurant des facilitations pour créer des micro-entreprises et leur financement avec des crédits boni-

fiés». Il s'est également engagé à «créer un million d'entreprises au profit des jeunes, ainsi qu'une prime pour la femme au foyer». De son côté, le candidat du Front des forces socialistes (FFS) Youcef Aouchiche, a affirmé, depuis la wilaya d'Aïn Defla, que sa participation à cette échéance venait en réponse à l'appel de la patrie, appelant les Algériens à y participer massivement pour choisir leur président. Animant un meeting dans la ville de Miliana, le candidat Aouchiche a souligné l'importance de cette échéance électorale «dans le contexte actuel», soutenant que «le FFS a toujours été à l'avant-garde de la défense de la patrie, convaincu que rien n'est plus précieux que la souveraineté et l'unité nationales». Il a en outre précisé qu'il ambitionnait de «réaliser un changement pacifique et progressif», appelant à nouveau les citoyens à «participer massivement au rendez-vous du 7 septembre» et à «ne pas céder aux discours défaitistes entretenus par certaines parties». Mettant en avant les grands axes de son programme électoral, le candidat du FFS a souligné que «le renforcement de l'unité nationale est tributaire de la consolidation du front intérieur, qui passe, a-t-il dit, par la prise en charge des préoccupations des citoyens et leur association à la gestion des affaires du pays».

BENGRINA DEPUIS LA WILAYA DE KHENCHELA «Vous êtes invités à soutenir le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune»

Le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé, lundi depuis Khenchela, à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, afin de «continuer à matérialiser les programmes de développement dans les différentes régions du pays». "Vous êtes invités à soutenir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune pour la poursuite de l'équilibre régional en matière de développement et pour mener à bien le projet de mise à niveau de nombreuses zones, telles que la wilaya de Khenchela et les wilayas du sud du pays", a martelé le président du mouvement El-Bina lors d'un meeting populaire à la maison de la culture Ali-Souaihi de Khenchela dans le cadre du 5ème jour de la campagne électorale. M. Bengrina a réitéré son appel aux citoyens pour qu'ils se rendent en masse aux urnes le 7 septembre, et votent pour le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "afin de lui permettre de parachever la construction de la nouvelle Algérie, d'augmenter le pouvoir d'achat, de soutenir les catégories vulnérables, d'appuyer la production agricole et de faire parvenir les aides destinées aux différents secteurs à ceux qui les méritent".

LORS D'UN MEETING À BOUIRA Aouchiche s'engage à soutenir les classes sociales vulnérables

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à l'élection présidentielle Youssef Aouchiche s'est engagé, ce lundi à partir de Bouira, «à soutenir les couches sociales vulnérables à travers des mesures permettant de préserver leur pouvoir d'achat». Lors d'un meeting au centre de la ville de Lakhdaria, dans le cadre de la cinquième journée de campagne, M. Aouchiche a souligné que «la priorité de son programme électoral est de réhabiliter les classes moyennes et vulnérables qui ont été épuisées par la hausse des prix». Il s'est engagé, s'il est élu président, à prendre «des mesures immédiates pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens et sauvegarder leur dignité», a-t-il déclaré. Parmi les propositions à cet égard, on peut citer «l'augmentation de la valeur du salaire national minimum garanti à 40 000 DA et la création d'allocations spéciales pour les chômeurs et les femmes au foyer». Il a ajouté que l'Algérie dispose de «toutes les capacités humaines et naturelles qui lui permettent de construire une économie forte et durable en dehors des hydrocarbures». Le candidat a également abordé diverses propositions qu'il considère comme des «solutions aux problèmes dont souffre le pays dans des domaines tels que l'éducation et la santé, la justice et autres». A cette occasion, le candidat du FFS a renouvelé son appel aux citoyens à se rendre massivement dans les bureaux de vote pour choisir leur candidat à la tête du pays, considérant que «le citoyen a le droit d'être informé de ce qui se passe dans le pays», considérant que le citoyen est «le maillon le plus important dans le changement auquel aspirent les Algériens».

CANDIDAT DU MSP Hassani Cherif s'engage à la révision du découpage administratif

Le candidat du Mouvement de la société pour la Paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre, Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, lundi à Djelfa, qu'il procédera, s'il remporte l'élection, à la révision du découpage administratif afin de relancer le développement au niveau des vastes régions. Lors d'un meeting populaire au niveau de l'Office communal de la culture et du tourisme "chahid Zitouni Mohamed Ben Ahmed", au 5e jour de la campagne électorale, M. Hassani Cherif a précisé que son programme électoral comporte "la révision du découpage administratif et la suppression de la daïra", car cette dernière étant, selon lui, un appareil bureaucratique entravant le développement. Le redécoupage administratif vise "l'urbanisation des vastes régions inhabitées et leur développement, tout en offrant aux élus l'opportunité de proposer leurs initiatives pour concrétiser des projets bénéfiques à la population de ces régions, à travers la fourniture de tous les moyens devant créer la richesse ainsi que la décentralisation du développement", a-t-il expliqué. Le candidat du MSP a souligné l'impératif de "créer un ministère chargé de la planification et de la prospective, pour élaborer les plans de développement et veiller à la répartition équitable des richesses". Le candidat, pour qui la wilaya de Djelfa "représente un projet de pôle économique important", a dévoilé son approche économique et de développement reposant sur "la réalisation de mégaprojets dans des secteurs aussi variés que l'agriculture, l'industrie, l'énergie, le transport, la santé et les services". Il s'est engagé, dans ce sens, "à lever les restrictions sur la réalisation des projets et à éradiquer la bureaucratie", promettant de "garantir les conditions adéquates pour l'insertion des chômeurs dans de nouveaux postes et la révision des allocations pour réaliser la justice sociale". Au terme du meeting populaire, M. Hassani Cherif a invité les habitants de la wilaya à le soutenir et à voter pour lui le 7 septembre afin de concrétiser son projet politique, "s'appuyant sur 5 axes et 62 engagements".

OUARGLA

Plus de 1.360 ha réservés à la culture du tournesol et du maïs

Une superficie globale de 1.365 hectares (ha) a été réservée à la culture du tournesol et du maïs dans la wilaya d'Ouargla, au titre de la prochaine saison agricole, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Constituée de 775 ha pour la culture du tournesol et 590 ha pour la maïsiculture, cette superficie est localisée dans la région de Gassi-Touil (daira de Hassi-Mes-saoud), où le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a donné samedi le coup d'envoi de la campagne labours-semailles de ces cultures au niveau des exploitations agricoles publiques, dont Global-Agro-Food filiale du groupe Madar-Holding. Le wali a inspecté, à cette occasion, des exploitations agricoles de la région, dont une exploitation privée de 250 ha dédiée à la production d'aliments de bétail, de maïs en grain et du tournesol. Selon Hamza Semâa, le promoteur de cette exploitation, l'expérience de la culture du tournesol, menée la saison dernière sur une surface de 200 ha, a donné un rendement de 30 Qx/ha. Bien que récemment introduite dans la région, la culture de cette plante oléagineuse a donné des résultats "probants" l'an dernier, grâce à la réunion de conditions favorables, dont l'entretien de la terre, la lutte contre les mauvaises herbes et le respect du cycle agraire à travers la rotation des cultures, a expliqué la même source.

EL MENIAË

1,6 tonne de viandes blanches bientôt sur le marché local

Une quantité de 1,6 tonne de viandes blanches congelées sera mise sur le marché local de la wilaya d'El Méniaâ, dans la cadre de la régulation des prix de ce produit alimentaire, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE). Cette quantité de viande blanche importée sera distribuée aux boucheries qui remplissent les conditions de stockage, a déclaré à l'APS, le directeur du secteur, Mokadem Nouredine. L'ensemble des boucheries de la wilaya ont été invitées à acquérir et vendre ce produit alimentaire au prix de 295 DA le kilogramme, a-t-il indiqué. Une première quantité de 800 kilogrammes de poulet congelé a été déjà mise sur le marché local répartie sur quatre points de vente au niveau de la commune du chef lieu de wilaya, a fait savoir la même source. Le même responsable a indiqué que le prix de vente de la viande de poulet aux commerçants a été fixé à 260 DA le kilogramme, afin de l'écouler au tarif compétitif fixé par l'Etat.

KHENCHELA

Le village de Taberdga a bénéficié de plusieurs projets de développement

Le village de Taberdga, dans la commune de Chechar (55 km au sud de Khenchela), constitue, grâce aux nombreux projets dont elle a bénéficié, l'un des exemples de réussite du programme de développement des zones d'ombre décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des zones isolées des différentes wilayas du pays.

Selon les services de la wilaya, la région de Taberdga a bénéficié, dans le cadre du programme de mise à niveau des zones d'ombre, de 8 opérations de développement dotées d'une enveloppe financière de 96,57 millions de dinars, et qui ont métamorphosé cette bourgade truffée de constructions anciennes. La même source a précisé que toutes les opérations dont a bénéficié le village et ses alentours sont entièrement achevées, permettant ainsi le raccordement de 304 foyers au réseau du gaz naturel, pour un financement de 33,05 millions de dinars, l'extension du réseau électrique par le rac-

cordement de 71 foyers (moyennant une enveloppe de 13,49 millions de dinars), ainsi que l'extension et le renouvellement du réseau d'assainissement (10,03 millions de dinars). Ces opérations ont également permis la réalisation d'une aire de jeux de proximité dotée d'un terrain en gazon synthétique (6,67 millions de dinars), la construction d'un axe bitumé de 500 m reliant la route nationale n 88 et la zone d'Antar, près de Taberdga (18,78 millions de dinars) et la connexion de cette zone au réseau d'éclairage public alimenté par l'énergie solaire pour un financement de 9,85 millions de dinars. Les services de la

wilaya ont également fait part de la concrétisation d'un projet de raccordement de la petite communauté rurale d'Antar au réseau d'assainissement au moyen d'une enveloppe de 3,88 millions de dinars, en plus d'une étude en vue de la réalisation de bassins de décantation (820 mille dinars). Pour rappel, le programme de développement des zones d'ombre affecté à la wilaya de Khenchela, à l'instar de nombreuses autres wilayas du pays, a nécessité un investissement public de plus de 4,51 milliards de dinars destiné à financer 370 opérations de développement dans 178 contrées isolées.

CONSTANTINE

Commercialisation de plus de 70 tonnes de viandes blanches et rouges importées

Un total de 75,10 tonnes de viandes blanches et rouges importées ont été commercialisées dans la wilaya de Constantine, depuis le début du mois d'août, au niveau des points de vente agréés, à travers les 12 communes, a-t-on appris dimanche auprès du directeur du commerce et de la promotion des exportations, Sid Ali Merdas. L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le ministère du Commerce et de la Promo-

tion des exportations en coordination avec celui de l'Agriculture et du Développement rural, visant à réguler les prix et assurer la disponibilité de ces produits en quantités suffisantes à l'échelle locale, a-t-il précisé. Parmi ce lot global, 60 tonnes de viandes ovines et bovines, importées d'Espagne, ont été vendues à travers 15 points de vente agréés, dont les prix ont été fixés respectivement à 1.850 et 1.350 DA le kg, a fait savoir le même responsable. Il a également

ajouté que 15,10 tonnes de viandes blanches (poulet) importées, ont été commercialisées à travers 7 points de vente au prix de 295 DA/kg, depuis 8 août dernier et cela au niveau des annexes des communes d'El Harrouch (Skikda), d'El Eulma (Sétif) et d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) relevant de l'Office National des Aliments du Bétail (ONAB). La livraison des viandes importées se poursuivra, a affirmé le même responsable, qui a indiqué que des

brigades de contrôle sont mobilisées pour garantir le suivi de l'opération d'approvisionnement des marchés concernés par ce type de produits alimentaires. Pour rappel, plus de 88 tonnes de viandes rouges importées ont été vendues durant les mois de juin et juillet 2024, tandis que 17,48 tonnes de viandes blanches, avaient été commercialisées au cours du mois de Ramadhan dernier.

NÂAMA

Nouveau programme de 8 700 logements et aides financières à la construction

La wilaya de Nâama a bénéficié d'un programme d'habitat estimé, au total, à 8.700 logements et aides financières à la construction, a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya. Ce nouveau programme supplémentaire affecté à cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, est réparti à raison de 2.000 logements publics locatifs (LPL), 3.500 aides financières à l'habitat rural et 3.200 aides à l'auto-construction à

réaliser dans le cadre des lotissements sociaux, a précisé la même source. Le communiqué a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya de Nâama a consolidé, au début de cette année, ses programmes d'habitat par 600 logements publics locatifs, 1.500 aides financières destinées à l'habitat rural et 1.200 autres aides financières orientées vers l'auto-construction. Il est à rappeler, d'autre part, que cette collectivité locale a réalisé et réceptionné, durant l'an-

née 2023, quelque 824 logements, toutes formules confondues, dont 595 LPL, 183 aides financières à l'habitat rural et 46 autres dans le cadre de l'auto-construction. Par ailleurs, un programme de 1.914 unités d'habitation, toutes formules confondues, répartis entre 1.000 LPL, 614 aides à l'habitat rural et 300 aides à l'auto-construction, est en cours de concrétisation dans la wilaya, signale-t-on.

BLIDA

Plus de 670 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Quelque 675 foyers répartis sur différentes communes de Blida ont été raccordés, les deux derniers jours, au réseau de gaz naturel, tandis que plus de 520 autres ont bénéficié d'un branchement au réseau électrique, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'énergie. La directrice de l'énergie, Farida Bensalma, a fait part de l'affectation d'importantes enveloppes au titre des différents programmes de développement inscrits au titre de l'exercice 2024, pour le raccordement au gaz de huit (8) communes, à savoir Ouled Slama, Bougara, Djebabra, El Affroun, Bouinane, Mouzaia, Ain Romana et

Chiffa. Elle s'exprimait devant le wali, Brahim Ouchen, qui a mis en service le raccordement au réseau électrique de 120 foyers à la cité du Stade dans la commune de Ben Khelil, et de 188 autres au réseau de gaz à la cité "Sidi Hamouda El Marrakchi" d'Ouled Slama, dans le cadre du programme de commémoration de la Journée nationale du moudjahid (20 août). Par ailleurs, quelque 523 autres foyers relevant de huit (8) autres communes, dont Djebabra, El-Affroun, Ain Romana et Chiffa ont bénéficié du branchement au réseau électrique, a ajouté la même responsable dans son exposé, soulignant la poursuite des efforts pour le rac-

cordement au réseau d'électricité et du gaz d'un grand nombre de cités d'habitations, dans le cadre du programme 2024. A noter que le programme de commémoration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1956), prévoit plusieurs activités, dont l'inauguration de nombreux projets de développement dans les secteurs de l'hydraulique, de l'énergie et de l'éducation, et la pose de la première pierre pour la réalisation d'autres projets au profit des secteurs de la jeunesse et des sports, de la santé et de l'agriculture, entre autres.

L'IA n'en a pas fini avec les biais

Les biais discriminatoires dans l'intelligence artificielle (IA) sont désormais un problème bien connu de l'industrie et souvent du grand public. Parce qu'ils s'appuient sur des grandes masses de données mal échantillonnées, les modèles d'apprentissage automatique en vogue ont souvent eu le défaut de reproduire, voire d'amplifier, les préjugés de nos sociétés contre les personnes déjà marginalisées.

Rémy Demichelis (*)

Mais si vous dites aujourd'hui au logiciel d'OpenAI, ChatGPT (modèle GPT-4), que « les femmes ne devraient pas étudier les sciences de l'ingénieur » ou que « les homosexuels sont porteurs de maladies sexuellement transmissibles », il donnera une réponse consensuelle qui tend à déconstruire ces préjugés totalement faux ou refusera tout simplement de réagir. Un progrès indéniable alors qu'il n'y a pas si longtemps, les robots conversationnels pouvaient dire les pires atrocités du monde. Seulement, les biais discriminatoires ne sont pas toujours formulés de manière explicite ; le diable est dans les détails. Sans même essayer de piéger le système, il est possible de découvrir des biais dits « implicites », comme l'expliquent la psychologue Xuechunzi Bai et ses collègues (université de Princeton) dans un article scientifique : « GPT-4 aura davantage tendance à recommander des candidats avec un nom africain, asiatique, hispanique et arabe pour un travail d'employé de bureau et un autre avec un nom caucasien pour un poste de supervision, suggérer que les femmes doivent étudier les humanités

et les hommes les sciences, et inviter un ami juif à un service religieux, mais un chrétien à une fête. »

Associations d'idées

Telles sont leurs conclusions après avoir mis la machine à l'épreuve notamment avec une procédure dite « test d'association implicite ». Inspirée de la psychologie, elle consiste à demander aux sujets (ou aux ordinateurs ici) d'associer rapidement des mots comme on classerait des cartes à jouer : famille, Benjamin, noir, Julia, travail, carrière, blanc, etc. Cela permet de révéler des associations d'idées implicites, a fortiori des préjugés, même chez des personnes (ou des machines) qui s'opposent explicitement aux discriminations. Et le racisme est un des problèmes les plus importants. La couleur « noir » est ainsi associée par l'algorithme à des mots tels que « criminel », « pris en flagrant délit » ou « horrible », tandis que « blanc » est joint à « beau », « acquitté » ou « accusé à tort ». « Bien que les humains associent aussi implicitement le concept de « noir » avec la négativité, ce n'est pas avec le même niveau de confiance (ou d'incertitude) et de radicalité (presque toujours) que GPT-4 », écrivent les scientifiques. Il existe pléthore de solutions pour essayer d'amoindrir ces

biais, en premier lieu disposer d'une base de données d'apprentissage plus représentative de la population globale. Le monde académique et l'industrie s'accordent aussi pour dire qu'il faut une plus grande diversité dans les profils des concepteurs et des auditeurs des modèles. Car on est souvent plus sensible aux discriminations que l'on est susceptible de subir. Une autre solution, déjà utilisée par OpenAI, consiste à employer des bataillons de travailleurs du clic pour taper sur les doigts de la machine quand elle dit des bêtises. Cela s'appelle « apprentissage par renforcement à partir de rétroaction humaine » ou RLHF (pour Reinforcement Learning from Human Feedback). Seulement, ce n'est toujours pas la panacée : « Le RLHF produit des modèles plus performants [...], mais au coût d'une plus faible diversité des réponses », indique une étude ayant comme auteur principal Robert Kirk, doctorant en IA (University College de Londres). Bref, la machine comprend mieux, mais elle adopte d'autres biais. Les larges modèles de langages (LLM) reflètent ainsi certaines valeurs, bien que des différences existent entre les algorithmes et parfois d'une langue à l'autre, comme le montre une enquête ambitieuse menée par l'éthicienne Giada Pistilli (Hugging Face) et la doctorante

en traitement du langage Alina Leidinger (université d'Amsterdam). Par exemple, un énoncé en allemand sur la restriction du droit d'asile ou en italien sur la tolérance des identités de genre apparaissent comme des sujets clivants.

D'une langue à l'autre

Certaines idéologies transparaissent, bon gré mal gré. Mais Giada Pistilli nous précise que les LLM sont « des modèles statistiques qui peuvent varier » ; ils expriment, certes, des points de vue, mais qui ne sont pas figés dans le marbre. Si la réduction des préjugés préjudiciables demeure un enjeu essentiel, les scientifiques doivent cependant s'accommoder des biais en tant que « prises de position ». Romane Gallienne et Thierry Poibeau (CNRS) écrivent ainsi : « Il faut donc renoncer à imaginer que des modèles objectifs, ou sans biais, soient possibles, car ceci est un but par nature inatteignable. » La question est davantage de savoir sur quels biais nous souhaitons nous appuyer et quels sont ceux à éviter.

(*) Auteur de « L'intelligence artificielle, ses biais et les nôtres » (éditions du Faubourg, 190 pages, 18 euros)
Source : Les Echos

L'automatisation pour la réindustrialisation

Par Gérard Lelong (*)

L'année 2023 a marqué un tournant pour l'industrie européenne. Les chiffres d'Eurostat révèlent une augmentation de 2,6 % de la production industrielle de l'UE par rapport à 2022, témoignant d'une reprise encourageante après des années de déclin. Cette tendance positive s'explique en partie par les initiatives de relocalisation de la production et les investissements massifs dans les technologies de pointe. En France, la même dynamique est observée, avec une hausse notable des investissements dans le secteur industriel. Ces signaux confirment la volonté des pays européens de redynamiser leur tissu industriel et de renforcer leur souveraineté économique. Cependant, cette marche vers la réindustrialisation se heurte à un obstacle de taille : le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce défi, loin d'être négligeable, menace de ralentir, voire de freiner, les efforts déployés pour redyna-

miser l'industrie européenne. Le secteur de la logistique, pilier essentiel de la chaîne d'approvisionnement et donc de la réindustrialisation, illustre parfaitement cette problématique. En France, en 2023, plus de 16.500 postes de caristes étaient à pourvoir, les régions les plus en demande étant les Hauts-de-France, suivies de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » de France Travail publiée en avril 2024, 57 % des recrutements sont jugés « difficiles » par les entreprises. La principale cause invoquée est le nombre insuffisant de candidats, un problème mentionné dans 85 % des cas. Cette pénurie de main-d'œuvre a des conséquences lourdes : retards dans les livraisons, augmentation des coûts opérationnels et, à terme, une perte de compétitivité pour les entreprises européennes. L'automatisation peut alors constituer un levier précieux : en automatisant les tâches à faible valeur ajoutée, les entreprises libèrent des ressources humaines précieuses qui peuvent être réorientées vers des mis-

sions plus complexes et stratégiques. Ce redéploiement des compétences est d'autant plus crucial face aux difficultés de recrutement rencontrées pour les postes techniques et spécialisés. Les robots industriels, par exemple, peuvent prendre en charge des tâches répétitives et physiquement exigeantes, permettant aux travailleurs de se concentrer sur des activités nécessitant une expertise, une analyse critique et une créativité accrue. L'automatisation présente également des avantages en matière de sécurité au travail. Les robots peuvent effectuer des tâches dangereuses, réduisant ainsi considérablement les risques de blessures pour les employés. Cela permet non seulement de protéger la santé des travailleurs, mais également de minimiser les coûts liés aux accidents du travail et aux interruptions de production. De plus, l'automatisation contribue à réduire les coûts opérationnels de plusieurs manières. Elle permet une utilisation plus efficace des ressources, diminue le besoin de main-d'œuvre pour les tâches répéti-

tives et minimise les erreurs humaines, conduisant ainsi à une production plus homogène et de meilleure qualité. Automatiser les processus logistiques, par exemple, peut pallier le manque de main-d'œuvre et améliorer l'efficacité opérationnelle, contribuant ainsi à la compétitivité des entreprises européennes. L'innovation, sous toutes ses formes, doit être au cœur de notre stratégie de réindustrialisation. Automatiser et former continuent d'être les deux piliers sur lesquels repose la renaissance industrielle de l'Europe et de la France. Pour que cette vision devienne réalité, il est impératif que ces deux éléments soient mis en œuvre de manière synchronisée. L'une ne peut être réellement bénéfique sans l'autre. C'est en mariant technologie et capital humain que nous pourrions surmonter la pénurie de talents et construire une industrie résiliente et souveraine. L'heure est à l'action : innovons pour réindustrialiser l'Europe.

(*) Directeur général de FORX
Source : Les Echos

TUNISIE

Hausse de 29% du déficit de la balance commerciale énergétique à fin juin 2024

Le déficit de la balance commerciale énergétique de la Tunisie est passé de 4.287 millions de dinars tunisiens (DT) à fin juin 2023 à 5536 MDT à fin juin 2024, soit une hausse de 29%, selon la Conjoncture énergétique juin 2024 publiée par l'Observatoire national de l'énergie et des mines dimanche. L'Observatoire souligne en outre que les exportations des produits énergétiques ont enregistré une augmentation en valeur de 3% accompagnée par une hausse des importations en valeur de 22%. Le taux d'indépendance énergétique, qui représente le ratio des ressources d'énergie primaire par la consommation primaire, s'est situé à 44% à fin juin 2024 contre 52% à fin juin 2023, selon le document.

ARABIE SAOUDITE

La hausse de la main-d'œuvre féminine a un impact sur l'économie

La main-d'œuvre saoudienne connaît une forte augmentation du taux de participation des femmes, grâce à une amélioration des possibilités d'éducation, à une baisse des taux de fécondité et à un environnement culturel plus inclusif. Selon un récent rapport de S&P Global, ces évolutions ont propulsé le Royaume au-delà des objectifs de sa Vision 2030.

Le gouvernement et le secteur privé ont mis en œuvre des mesures proactives, notamment des réformes juridiques et des initiatives en faveur de la diversité, afin d'autonomiser les femmes et de favoriser un environnement de travail plus inclusif. Ces mesures s'alignent sur les objectifs stratégiques de l'Arabie saoudite visant à promouvoir l'égalité des sexes et à encourager une plus grande participation des femmes à la main-d'œuvre. Elle intervient alors que le Conseil de coopération du Golfe connaît un élan sans précédent en matière de participation des femmes sur le marché du travail. Selon les derniers chiffres de la Banque mondiale, le taux de participation des femmes à la population active en Arabie saoudite s'élève à 34,5 %, contre 79,9 % pour les hommes. Anne-Laure Malauzat, associée chez Bain & Co. au Moyen-Orient, a déclaré à Arab News que cette statistique avait dépassé l'objectif initial de 30 %, ce qui a incité le Royaume à se fixer un nouvel objectif de 40 % d'ici 2030. Elle a souligné plusieurs efforts déployés dans le Royaume pour stimuler l'emploi des femmes. « Du côté gouvernemental, on peut citer la Vision 2030 de l'Arabie saoudite - sur les 11 programmes de réalisation de la Vision, deux sont fortement axés sur l'autonomisation des femmes, à savoir le programme de développement des capacités humaines et le programme de qualité de vie, et la participation des femmes à la main-d'œuvre est un facteur essentiel de la réussite des 9 autres programmes », a déclaré Mme Malauzat. Zainab Hamidaddin Al-Hanoof Al-Hazzani, porte-parole de Red Sea Global, a déclaré que le Royaume avait dépassé son objectif de 30 % de participation des femmes à la main-d'œuvre avant la date prévue. « À Red Sea Global, nous reconnaissons l'importance de promouvoir la diversité des sexes au sein de la main-d'œuvre et nous avons déployé des efforts considérables pour tirer parti de la tendance croissante

à l'entrée des femmes sur le marché du travail », a-t-elle ajouté. L'entreprise est fière de compter des femmes à tous les niveaux de l'organisation et au sein de la destination, y compris à des postes de direction, a déclaré Mme Al-Hazzani. « Les femmes apportent une contribution significative dans tous les départements de Red Sea Global, depuis la planification générale et la construction jusqu'à la recherche scientifique. Dans certains départements, la représentation féminine atteint 44 %, ce qui est supérieur à la moyenne de l'entreprise. » Laila Kuznezov, directrice de la pratique de mise en œuvre chez Oliver Wyman, a cité la projection de S&P Global Rating selon laquelle, si le taux de croissance actuel de la participation de la main-d'œuvre féminine se poursuit, l'économie de l'Arabie saoudite pourrait bénéficier d'un coup de pouce de 39 milliards de dollars, soit 3,5 %, d'ici à 2032. Elle a ajouté que le Royaume a mis en œuvre une série d'initiatives visant à renforcer l'autonomie des femmes, notamment en sensibilisant à l'importance de la participation des femmes à la main-d'œuvre, en pénalisant la discrimination, en améliorant l'adéquation des emplois et en proposant des programmes de formation et de soutien spécifiquement destinés aux femmes. Mme Kuznezov a souligné que l'Arabie saoudite s'est engagée à favoriser un environnement de travail plus diversifié et plus inclusif, reconnaissant que l'exploitation du plein potentiel de sa main-d'œuvre est cruciale pour atteindre ses objectifs ambitieux. « Les femmes entrent de plus en plus sur le marché du travail à tous les niveaux, y compris dans des secteurs hautement qualifiés et traditionnellement dominés par les hommes, tels que l'ingénierie et la finance », a-t-elle déclaré. « Le gouvernement reconnaît également l'importance de la vie familiale et a mis en œuvre des mesures visant à soutenir le développement professionnel des femmes parallèlement à leurs responsabilités familiales.

Il s'agit notamment d'initiatives visant à promouvoir des modalités de travail flexibles et à offrir des possibilités élargies de garde d'enfants ». Au-delà des réformes juridiques, le gouvernement a mené des campagnes de sensibilisation visant à modifier les attitudes de la société, a ajouté M. Kuznezov. Ces initiatives mettent en lumière les réalisations de femmes saoudiennes éminentes, en les présentant comme des modèles à suivre et en encourageant les conversations sur les avantages d'une plus grande participation des femmes au marché du travail. « Grâce à cette approche globale, l'Arabie saoudite ouvre la voie à un avenir où les femmes pourront participer activement et prospérer dans tous les secteurs de l'économie », a déclaré M. Kuznezov. Elle a ajouté que des organisations telles que le programme Badir pour les entrepreneurs technologiques offrent une formation essentielle et un mentorat aux femmes entrepreneurs saoudiennes dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. Ces programmes sont conçus pour doter les femmes des compétences nécessaires pour créer et gérer leur propre entreprise, ce qui favorise une culture de l'esprit d'entreprise dans ces secteurs. « Cependant, il est important de reconnaître que les femmes saoudiennes sont bien préparées à entrer sur le marché du travail. Elles peuvent se targuer d'un niveau d'éducation élevé dans toute une série de qualifications. Pour libérer pleinement leur potentiel, il est essentiel de mettre l'accent sur la création d'emplois, en particulier dans le secteur privé », a déclaré M. Kuznezov. À l'heure actuelle, 20 % des femmes sont suréduquées par rapport aux postes qu'elles occupent, contre 14 % des hommes, a-t-elle ajouté. « La disponibilité d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée constitue une base solide pour la création d'un plus grand nombre d'emplois productifs et de haute qualité.

OPTIMISATION OPÉRATIONNELLE ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES

Le QRDI Qatar Airways publie un appel à projets d'innovation

Le Conseil de la Recherche, du Développement et de l'Innovation de Qatar (QRDI), a lancé, en partenariat avec Qatar Airways, un appel à propositions destiné aux startups, PME et autres entreprises technologiques basées sur l'IA ou sur l'apprentissage automatique. Cet appel vise à développer un outil intelligent permettant d'optimiser le fonctionnement et l'allocation des ressources en planifiant le travail et

en répartissant les tâches entre les employés. Dans une allocation prononcée pour la circonstance, Dr Abdelhak Belaidi, le directeur en charge des programmes de RDI au sein du QRDI, a déclaré : " Le partenariat que nous entretenons avec Qatar Airways vise à soutenir son leadership dans le domaine de l'aviation ", notant que les propositions doivent être soumises d'ici le 4 septembre prochain.

Il a expliqué que la solution proposée doit inclure des mises à jour des progrès en temps réel et des options de tri efficaces pour distribuer les tâches aux employés afin qu'ils puissent s'adapter efficacement aux environnements professionnels dynamiques et aux incidents imprévus, précisant que les solutions potentielles peuvent inclure des logiciels génératifs d'IA personnalisables, de grands modèles de langage (LLM), la recon-

naissance des entités nommées (NER), des modèles de classification, des algorithmes de modélisation des sujets, la reconnaissance des formes, la détection des anomalies et des outils de visualisation des données fondés sur l'IA. En créant des opportunités d'innovation conjointes, Qatar Airways vise à définir les perspectives d'avenir du secteur, à établir des normes d'excellence et à transformer les opéra-

tions aériennes et la gestion des ressources conformément à sa stratégie 2030, qui porte sur les domaines prioritaires nationaux en matière de recherche, de développement et d'innovation. Cette stratégie a pour but d'atteindre l'un des principaux objectifs de la Vision nationale de Qatar 2030, à savoir celui de faire du pays un véritable pôle d'innovation à l'échelle mondiale.

MAURITANIE

L'intermédiation a été l'activité dominante des banques en 2023

17 banques en activité dans le pays se sont davantage appuyées sur leurs opérations de collecte des dépôts et octroi de crédits pour dégager des marges et soutenir leurs activités, l'année dernière. En 2023, l'intermédiation bancaire a été l'activité dominante des banques mauritaniennes. Portant principalement sur la collecte des dépôts et la distribution des crédits, elle a représenté 65,1 % de l'actif total consolidé du secteur bancaire, a-t-on appris du rapport annuel 2023 de la Banque centrale de Mauritanie, publié le dimanche 18 août 2024.

Les dépôts de la clientèle des banques ont ainsi augmenté de 12,3 % à 110,7 milliards d'ouguiyas (MRU) environ 2,8 milliards de dollars à fin décembre 2023, et les crédits nets à la clientèle ont suivi la même tendance haussière, affichant une augmentation de 5,3 % à 89 milliards MRU au cours de cette période. Profitant de cette hausse de leurs opérations d'intermédiation, les banques mauritaniennes ont réalisé d'importantes marges d'intérêts sur ces activités. Ainsi, la marge d'intermédiation du secteur bancaire a progressé de 13,6%, à 544,5 millions MRU

en 2023. Elle provient des crédits octroyés et de la gestion des dépôts de la clientèle. Les engagements par signature (cautions, opérations de crédits documentaires...) et d'autres opérations connexes (principalement des opérations de change et des opérations de trésorerie) ont été les deuxièmes plus importantes activités des banques mauritaniennes l'année dernière. Elles ont pu tirer profit de ces activités en dégagant des marges importantes. Ainsi, les revenus des opérations de trésorerie, notamment des placements en bons du Trésor, ont progressé de 193,4 % à

367,99 millions MRU en 2023. Ces revenus, combinés à la marge d'intermédiation dégagée, ont soutenu le produit net bancaire (PNB) des banques qui a atteint 9,5 milliards d'ouguiyas, en hausse de 7,4 % en glissement annuel. En dépit d'une hausse de 11,5 % des frais généraux, le résultat net de l'exercice 2023 des banques a été bénéficiaire de 1,87 milliard MRU. Dans l'ensemble, le paysage financier mauritanien à fin 2023 était composé de 17 banques, parmi lesquelles 7 banques islamiques et 5 majoritairement détenues par des investisseurs étrangers.

COOPÉRATION FISCALE INTERNATIONALE

Une nouvelle étape franchie à l'ONU

L'Afrique a joué un rôle clé dans les discussions sur les termes de référence qui guideront les négociations futures, en poussant au maximum pour l'adoption d'un cadre plus inclusif et transparent. Sous la direction du Nigeria, du Kenya et du Ghana, elle est en train d'influencer l'agenda fiscale mondial face aux solutions de l'OCDE.

Une nouvelle étape a été franchie le vendredi 16 août 2024 dans le processus de réformes de la coopération fiscale internationale, les négociations étant désormais portées au niveau des Nations Unies. En moins de dix mois, les termes de référence de ce nouveau cycle de négociations ont été adoptés. Ce document répond aux attentes de nombreux pays, notamment africains, qui recherchent un cadre de négociation jugé plus inclusif que celui proposé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « Pour la première fois, nous avons des engagements pour une répartition équitable des droits d'imposition entre les pays et pour garantir que les politiques fiscales ne compromettent pas les droits humains à l'échelle mondiale. Cela prouve qu'un processus transparent et démocratique peut être bien plus efficace pour résoudre les problèmes globaux que les négociations opaques du club des pays riches à l'OCDE », a déclaré Alex Cobham, directeur exécutif de Tax Justice Network, une organisation qui plaide pour une réforme des règles fiscales et de la transparence dans le système financier mondial depuis 20 ans. Cette avancée est l'une des demandes de longue date de l'Union africaine, qui plaide pour une réforme de l'architecture financière internationale, en mettant l'accent sur l'amélioration dans la mobilisa-

tion des ressources budgétaires domestiques par les Etats. Sur le plan institutionnel, la question d'une coopération fiscale sous l'égide des Nations Unies a été soulevée pour la première fois par le Panel de haut niveau sur les flux financiers illicites, dirigé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki. Le document avait mis en lumière les effets néfastes de l'optimisation fiscale agressive et suggéré que des solutions soient décidées à l'ONU. Entre-temps, l'OCDE, mandatée par le G20 (Groupe des 20 pays les plus riches du Monde + l'Union Européenne), a pris la tête des discussions, proposant des solutions pour lutter contre les pratiques fiscales douteuses, attribuer les droits d'imposition, et instaurer un impôt minimum pour contrer les paradis fiscaux. Mais, ces propositions déjà difficiles à mettre en œuvre, ont été critiquées pour leur manque d'inclusivité et l'absence de prise en compte des intérêts des pays économiquement faibles. Lors des discussions récentes à l'ONU, qui se sont tenues du 30 juillet au 16 août 2024, les pays du Sud, emmenés par le groupe africain, ont dominé les débats et imposé leurs priorités. Plusieurs pays de l'Union européenne, membres de l'OCDE, souhaitaient que les termes de référence intègrent les travaux existants pour éviter les duplications. Mais sous la direction du Nigeria, du Kenya, du Ghana et du Sénégal, l'Afrique et d'autres

pays du Sud ont réussi à faire retirer cette proposition. Les termes de référence adoptés ouvrent la voie à de nouvelles discussions sur des questions cruciales telles que la taxation des ultra-riches, l'évasion fiscale, ainsi qu'une coopération fiscale plus équitable et transparente. L'enjeu est de taille. Dans son dernier rapport sur la transparence fiscale en Afrique, l'OCDE indique que 12 pays africains ont récupéré 3,8 milliards d'euros de recettes fiscales grâce à ses mécanismes d'échange d'informations. Cependant, les deux éditions les plus récentes du rapport sur la justice fiscale mondiale (2021 et 2023), basées sur 5 % des comptes de multinationales accessibles au public, suggèrent que les pertes fiscales pour l'Afrique dépassent les 30 milliards de dollars, sans compter les exonérations fiscales souvent peu justifiées que les pays africains sont contraints d'accorder pour attirer les investissements. Les termes de référence adoptés à l'ONU appellent également les négociateurs du nouveau cadre de coopération fiscale à se pencher sur la fiscalité des ultra-riches. Ceux-ci exportent souvent leurs fortunes vers des juridictions où elles sont peu ou pas du tout taxées. Selon le rapport « The Africa Wealth Report », 18 700 millionnaires ont quitté le continent avec leur richesse. Très souvent, ces fonds deviennent impossibles à taxer.

SÉNÉGAL

Les mesures de prévention contre la variole du singe renforcées

Face à la flambée des cas de variole du singe dans le monde, déclarée urgence de santé publique de portée internationale, les autorités sénégalaises ont pris une série de mesures de prévention et de surveillance en fonction de l'évolution de l'épidémie. Le ministère de la santé sénégalais a souligné que la décision prise par l'OMS nécessite la mise en place d'un système de surveillance graduelle en fonction de l'évolution de cette maladie, notant que dans un tel contexte, compte tenu des flux migratoires de part et d'autre de nos frontières et conformément au règlement sanitaire international, il a été décidé le renforcement de la surveillance épidémiologique des maladies cibles sur l'étendue du territoire avec un accent particulier sur les symptômes associés à cette maladie. Les mesures de prévention contre la variole du singe portent également sur l'information et la sensibilisation régulière des populations par les principaux canaux de communication appropriés, la concertation permanente avec les départements ministériels impliqués dans le cadre du renforcement de la surveillance, notamment le ministère de l'Environnement ainsi que celui de l'Élevage pour le contrôle et la mise en œuvre des mesures préventives. Même si aucun cas n'a été détecté à ce jour dans le pays, le ministère de la Santé invite à plus de vigilance les voyageurs à destination et en provenance des pays ayant déjà déclaré des cas, ainsi que les populations à un recours précoce aux structures de santé en cas d'apparition de symptômes associés à cette maladie afin de prévenir sa propagation. L'OMS a déclenché mercredi son plus haut degré d'alerte au niveau international face à la résurgence des cas d'épidémie en Afrique.

UNIVERSITÉ DE LOMÉ

Immersion au cœur des plus récentes innovations

A la faveur d'une double activité récemment organisée par l'Université de Lomé (un voyage de presse et un déjeuner de presse), des journalistes togolais ont réalisé une immersion dans les plus récentes réalisations et innovations du Temple du Savoir qui se rêve plus performant à l'échéance 2025, boosté par son récent résultat dans le classement Unirank des meilleures universités africaines où il effectue un comeback dans le Top 100 et s'adjuge la 2ème place en Afrique occidentale francophone.

Une vision, un fil conducteur

Avec pour ambition de s'aligner sur les standards modernes, l'Université de Lomé s'est dotée d'un nouveau document de planification stratégique opérationnel, sur la période 2021-2025 à la fin du 1er plan stratégique 2025-2020. La vision adoptée, selon le Prof Wala Kperkouma, directeur de la Planification et de la Prospective à l'UL, se décline comme suit : « à l'horizon 2025, l'UL est

une université performante, résolument engagée dans une démarche qualité, offrant des formations adéquates et professionnalisantes, et réalisant une production innovante sur les grands enjeux sociétaux au service du développement durable du Togo, de l'Afrique et du monde ».

Des acquis et réalisations tous azimuts

Pêle-mêle, on notera au titre des axes stratégiques convertis en des programmes, plusieurs actions menées : notamment l'amélioration des capacités numériques de l'UL, le maillage de toute l'UL avec le dispositif de wifi campus, la signature de conventions dans le cadre du Programme 1 relatif à l'Amélioration du pilotage de la gouvernance institutionnelle. Objectif : impulser une gouvernance institutionnelle performante. Le Programme de Planification et de suivi des investissements dont le cœur se concentre sur l'amélioration des conditions de travail et d'études des enseignants et des étudiants a servi de ca-

talyseur aux grands travaux d'infrastructures. A savoir la construction de blocs pédagogiques, du Centre international de radiologie et d'imagerie médicale, du centre international de langues. D'autres blocs sont également en cours de construction, informe-t-on.

Plus pour la recherche universitaire et la qualité de vie

Au titre des innovations notables, une attention particulière est portée au pôle Recherche. Ceci, se réjouit le management de l'Université de Lomé, se traduit à travers la mise en place d'un laboratoire de télédétection appliquée et de géoinformatique avec le soutien du PNUD, la réhabilitation des laboratoires de l'ESTBA, des Energies Renouvelables et de l'ENSI. Dans le même souffle, il convient de relever la construction du Pôle universitaire de l'innovation et de technologies, un des fleurons de la valorisation de la recherche à l'UL. Sans oublier le Centre d'excellence régional sur les services

aviaires (CERSA), le Centre d'excellence régional sur les villes durables en Afrique (CERVIDA-Dounedon), le Centre d'excellence régional pour la maîtrise de l'électricité, West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use (Wascal) et le Centre international de Langues de Lomé (CI2L). Au plan de l'amélioration de la qualité de la vie universitaire, il est mentionné l'aménagement de la gestion du domaine universitaire : l'aménagement paysager, la construction de parkings auto motos, le bitumage des rues, l'électrification des artères, la rénovation en cours de certaines cités, l'aménagement du terrain de football, sinon sa mise aux normes. Si l'actuel Président de l'U.L, Professeur Adama Mawulé Kpodar, salue des innovations qui font l'unanimité, il ne sous-estime pas moins la persistance de défis multiformes pour la doyenne des universités du Togo, engagée selon lui, à poursuivre sa dynamique vertueuse.

BOURSE ZURICH

Le SMI prend l’air au niveau des 12 000 points

La Bourse suisse se renforçait lundi à l'approche de la mi-journée, le SMI progressant plus vigoureusement qu'en entame de séance. Les investisseurs se montraient mesurés, avant la publication des Minutes de la Fed mercredi et le symposium des banquiers centraux, qui débutera jeudi à Jackson Hole.

Le Bourses mondiales travaillent à réparer les dégâts du petit Black Monday de début août", a souligné IG Markets, en insistant sur le "succès jusqu'à présent". "Mais il reste encore du chemin jusqu'aux records absolus". Les investisseurs scruteront mardi l'inflation finale de juillet en zone euro, ainsi que les discours de plusieurs membres de la Fed, mais aussi le commerce extérieur suisse ainsi que les exportations horlogères pour le mois dernier. Mercredi, leur intérêt se portera sur la balance commerciale du Japon (juillet) et les Minutes de la Fed. Puis ce sera au tour de la station de sports d'hiver du Wyoming, Jackson Hole, d'attirer les regards, en réunissant les banquiers centraux de la planète. "C'est surtout Jerome Powell qui devrait être au centre de l'attention à partir de

vendredi", a poursuivi IG Market. "Grâce à une inflation en baisse et un marché du travail affaibli, le tournant des taux d'intérêt se rapproche de plus en plus". Chaque mot prononcé par le patron de la Réserve fédérale sera décortiqué. Mais d'ici là, les places boursières devraient rester assez calmes, d'après le commentaire. Vers 10h50 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI s'enrobait de 0,07% à 12'193,87 points, après avoir dépassé les 12'200 points dans la matinée. Le SLI prenait 0,19% à 1979,21 points et le SPI 0,07% à 16'214,72 points. Sur les trente valeurs vedettes, 24 s'affichaient dans le vert, quand six étaient dans le rouge. UBS écopiait de la lanterne rouge, fondant de presque 1%. Julius Bär limitait la casse (-0,4%). Parmi les trois poids lourds, Novartis grappillait 0,07% comme le bon Roche.

Le second veut lever au moins 750 millions de francs suisses en trois tranches. A l'inverse, Nestlé égarait 0,02%. Alcon, qui publiera sa copie du deuxième trimestre mardi dans la soirée, inversait la tendance, s'adjugeant 0,3%. Holcim (+1,4%), Straumann (+1,3%) et Swatch Group (+1,2%) occupaient le podium provisoire. Deutsche Bank a relevé la recommandation à "buy" de "hold" pour le géant zougois des matériaux de construction, mettant en avant sa position à la pointe dans le ciment en Amérique du Nord et le potentiel dans l'activité des toitures. L'autre géant du luxe, Richemont, gagnait 0,9%, tout comme Geberit, qui lève 175 millions de francs suisses sur

sept ans. Sur le marché élargi, Gurit s'envolait de 4,3%, après avoir vu son bénéfice semestriel être réduit à néant, sous le poids des effets de change et de la hausse des coûts de financement. Ses recettes ont aussi reculé sur la période, face à la concurrence asiatique. Accelleron (-0,9%) a acquis le consultant maritime québécois True North Marine et sa cinquantaine d'employés pour un montant non dévoilé. Metall Zug (-0,4%) est parvenu à faire croître son bénéfice net grâce à l'apport de la coentreprise avec l'allemand Miele, Steelco Belimed. Basée à Zoug, elle a commencé ses opérations début juin.

PARIS

Mouvements limités pour le début de semaine

La bourse de Paris évolue autour de son point d'équilibre ce matin, vers 7455 points, soutenue par Kering (+2,6%), Stellantis (+1,2%) ou encore Vivendi (+1,1%). Les investisseurs se montrent prudents, à quelques jours du symposium très attendu de Jackson Hole, qui intervient dans un contexte d'interrogations sur l'évolution des politiques monétaires. Les intervenants tenteront de déceler à l'occasion des signaux quant à l'orientation de la politique monétaire américaine, même si aucune annonce de taille n'est véritablement attendue. 'Le discours de Powell va constituer un premier test afin de déterminer la façon dont les responsables monétaires envisagent les derniers indicateurs américains et la baisse des anticipations en matière de taux qui les ont accompagnés', indique Jonas Goltermann, économiste chez Capital Economics. 'S'il ne devrait pas valider les récentes spéculations récentes entourant une baisse de taux de 50 points en septembre, nous pensons que son message de-

vrait dans l'ensemble rassurer les intervenants, qui attendent une confirmation de l'imminence des baisses des taux directeurs', ajoute-t-il. Le semaine sera peu animée en termes de statistiques, mais l'agenda en Europe sera rythmé par la publication des indices PMI 'flash', qui devraient montrer un nouveau ralentissement de la croissance de l'activité. Aux Etats-Unis, les indicateurs avancés du Conference Board paraîtront ce lundi dans l'après-midi. La publication du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale sera également au programme de la semaine, mercredi. Sur le compartiment obligataire, le rendement des T-Bonds à 10 ans évolue à 3,87%, évoluant vers ses plus bas annuels, tandis que celui du dix ans allemand s'établit à 2,22%. Les cours du brut poursuivent leur repli de la semaine passée, avec un repli de 0,5% à 79.1 dollars, tandis que l'or est au plus haut, à 2505\$ l'once (+2%).

CAC40

La prudence à l’oeuvre avant Jackson Hole

La bourse de Paris évolue autour de son point d'équilibre ce matin, vers 7455 points, soutenue par Kering (+2,6%), Stellantis (+1,2%) ou encore Vivendi (+1,1%). Les investisseurs se montrent prudents, à quelques jours du symposium très attendu de Jackson Hole, qui intervient dans un contexte d'interrogations sur l'évolution des politiques monétaires. Les intervenants tenteront de déceler à l'occasion des si-

gnaux quant à l'orientation de la politique monétaire américaine, même si aucune annonce de taille n'est véritablement attendue. 'Le discours de Powell va constituer un premier test afin de déterminer la façon dont les responsables monétaires envisagent les derniers indicateurs américains et la baisse des anticipations en matière de taux qui les ont accompagnés', indique Jonas Goltermann, économiste chez Capi-

tal Economics. 'S'il ne devrait pas valider les récentes spéculations récentes entourant une baisse de taux de 50 points en septembre, nous pensons que son message devrait dans l'ensemble rassurer les intervenants, qui attendent une confirmation de l'imminence des baisses des taux directeurs', ajoute-t-il. Le semaine sera peu animée en termes de statistiques, mais l'agenda en Europe sera

rythmé par la publication des indices PMI 'flash', qui devraient montrer un nouveau ralentissement de la croissance de l'activité. Aux Etats-Unis, les indicateurs avancés du Conference Board paraîtront ce lundi dans l'après-midi. La publication du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale sera également au programme de la semaine, mercredi.

Sur le compartiment obligataire, le rendement des T-Bonds à 10 ans évolue à 3,87%, évoluant vers ses plus bas annuels, tandis que celui du dix ans allemand s'établit à 2,22%. Les cours du brut poursuivent leur repli de la semaine passée, avec un repli de 0,5% à 79.1 dollars, tandis que l'or est au plus haut, à 2505\$ l'once (+2%).

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Août 2024					
Valeur : 21 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1782	134.1932
1	EUR	EURO		147.7168	147.7601
1	GBP	POUND STERLING		173.9637	174.0057
100	JPY	JAPANESE YEN		91.8148	91.8314
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7888	18.7925
1	CHF	SWISS FRANC		155.2988	155.3342
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1409	98.1590
1	DKK	DANISH KRONE		19.8621	19.8655
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8677	12.8710
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5743	12.5788
1	AED	UAE DIRHAM		36.5290	36.5390
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7542	35.7620
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4908	439.4014
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4011	43.8373
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7337	13.7352
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4113	27.5517
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3790	3.3896
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4700	179.4700

LES SOCIÉTÉS MINIÈRES AUSTRALIENNES
ONT DÉJÀ SUBI LE CONTRE-COUP

L’Australie fragilisée par la «faiblesse de l’économie de la Chine»

Le ministre des Finances australien Jim Chalmers a averti lundi que la chute des cours du minerai de fer, conséquence des difficultés du secteur de la construction en Chine, pourrait coûter plusieurs milliards de dollars au budget public de son pays, qui en est le premier extracteur mondial.

La chute des cours du minerai de fer, du fait de la « faiblesse de l'économie chinoise » pourrait coûter environ 3 milliards de dollars australiens (2 milliards de dollars américains) à l'Australie au cours des trois à quatre prochaines années, a averti ce lundi le ministre des Finances australien, Jim Chalmers. Depuis le début de l'année, les difficultés dans le secteur de la construction en Chine, pénalisant celui de l'immobilier, ainsi les surcapacités manufacturières, ont fait chuter le prix du minerai de fer d'environ 30%. Un déclin qui se poursuit avec une baisse de 7% rien que pour la semaine dernière. Et pour cause, Pékin est le premier partenaire commercial de l'Australie où le minerai de fer représentait l'an dernier 18% des exportations totales. Le pays est, en effet, le premier extracteur mondial de ce métal qui a ainsi dopé les recettes fiscales de Canberra et les profits de l'industrie minière australienne pendant des décennies. En conséquence, les sociétés minières australiennes ont déjà subi le contre-coup. Les actions de Rio Tinto et BHP - deux des plus grands producteurs mondiaux - sont en baisse d'environ 20% depuis le début de l'année. Et le plus grand producteur d'acier au monde, le groupe sidérurgique chinois Baowu, a averti que les problèmes du secteur pour-

raient être plus longs et plus graves que prévu. Jim Chalmers a souligné que cette chute et la « faiblesse de l'économie chinoise » rappellent que l'Australie n'est pas « à l'abri de la volatilité et de l'incertitude dans l'économie mondiale ». La gouverneure de la Banque centrale d'Australie, Michele Bullock, a déclaré au Parlement la semaine dernière qu'étant donné la dépendance du pays vis-à-vis de la Chine, elle suivait la situation de près. « Les développements en Chine peuvent avoir un impact assez important sur la façon dont notre commerce se développe et, par conséquent, sur notre croissance. Il s'agit de notre premier partenaire commercial, et c'est très important en particulier pour les prix des produits que nous exportons, notamment le minerai de fer », a souligné Michele Bullock. La croissance du PIB australien a ralenti à 0,1 % au premier trimestre par rapport au précédent, contre + 0,3% au quatrième trimestre 2023, en données corrigées des variations saisonnières. Sur un an, la croissance s'est inscrite à 1,1%.

Des indicateurs économiques chinois décevants

Pour rappel, la Chine est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, une confiance morose des ménages et des entre-

prises, ce qui pénalise la consommation, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur. La croissance du géant asiatique a été plus faible que prévu au cours du trimestre terminé en juin (+4,7% sur un an). Et les dernières données publiées jeudi vont aussi dans le sens d'un ralentissement au troisième trimestre. La production industrielle s'est tassée en juillet (+5,1% sur un an), selon des chiffres publiés par le Bureau national des statistiques (BNS), soit son rythme le plus faible depuis mars. Elle avait progressé de +5,3% en juin et les analystes interrogés par Bloomberg s'attendaient en juillet à un ralentissement plus modéré (+5,2%). Le taux de chômage a lui aussi augmenté (5,2%) par rapport à juin (5%). Ce chiffre dresse toutefois un tableau incomplet de la conjoncture, car il n'est calculé que pour les villes. Le taux de chômage chez les 16-24 ans était en juin de 13,2%, en se basant sur un nouveau critère qui exclut désormais les étudiants. Le chiffre pour juillet sera connu dans les prochains jours. Cet indicateur avait atteint l'an dernier des sommets (21,3%), avant que les autorités ne suspendent la publication des chiffres, officiellement pour revoir leur méthodologie qui ne comprend donc plus les étudiants.

BANGLADESH

Le nouveau gouvernement fixe comme priorité la protection de l’industrie textile

Soutenir les réfugiés rohingyas et défendre le secteur-clé du textile : dix jours après son entrée en fonctions à la tête du gouvernement par intérim du Bangladesh avec le titre de « conseiller en chef », Muhammad Yunus a fixé dimanche deux grandes priorités dans son premier discours majeur. C'était une intervention très suivie par la communauté internationale après sa nomination il y a dix jours à la tête du gouvernement à la suite du départ de la Première ministre Sheikh Hasina. Muhammad Yunus a fixé di-

manche deux grandes priorités dans son premier discours majeur prononcé devant une assemblée de diplomates et de représentants de l'ONU : défendre le secteur-clé du textile et soutenir les réfugiés rohingyas. « Nous ne tolérerons aucune tentative visant à perturber la chaîne mondiale d'approvisionnement en vêtements, dans laquelle nous sommes un acteur-clé », a déclaré le chef gouvernement. Le pays aux 171 millions d'habitants a bâti une grande partie de sa richesse sur le développement de l'in-

dustrie manufacturière de textile, au point de peser dans près de 10% des échanges mondiaux du secteur. Avec ses 3.500 usines, ce secteur crucial pèse 85% des exportations bangladaises, qui s'élèvent au total à 55 milliards de dollars par an. Si l'impact définitif de la crise politique sur le marché du textile n'est pas encore connu, certains pays concurrents du Bangladesh tentent d'ores et déjà d'en tirer profit. En Inde, on ne compte plus les articles de journaux et de blogs qui évoquent la crise comme une opportunité, cer-

tains experts indiens du secteur n'hésitant pas à chiffrer à plusieurs milliards de dollars les dommages pour le secteur bangladais. Selon le groupe d'analystes financiers indien CareEdge, les troubles au Bangladesh pourraient « créer des opportunités d'exportation d'une valeur de 200 à 250 millions de dollars par mois » pour l'Inde. Mais avec leur main-d'œuvre moins onéreuse, le Laos et le Vietnam devraient être davantage plébiscités par les clients occidentaux. Selon un expert interrogé par La Tri-

bune, la crise au Bangladesh pourrait aussi bénéficier à Pékin, en raison de la stabilité du pouvoir chinois. À plus long terme, cependant, le créneau bas de gamme, choisi par le Bangladesh pour développer son industrie, pourrait lui permettre de dépasser la Chine en milliards de dollars d'exportation. En moyenne, un kilo de vêtement importé du Bangladesh dans l'Union européenne ne coûte que 15,85 euros. Et pour cause, il bénéficie d'un avantage comparatif de taille : sa main-d'œuvre peu onéreuse.

FIÈVRE CATARRHALE OVINE

Les foyers se multiplient dans le nord de la France

Le ministère de l'Agriculture indique ce vendredi que quarante-et-un foyers du nouveau sérotype 3 de ce virus sont répartis dans l'Aisne, les Ardennes, la Marne, la Moselle, le Nord et l'Oise. Des vaccins sont disponibles et une campagne de vaccination a débuté dans le nord de la France cette semaine. Les foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) se multiplient en France. Mercredi, quarante-et-un foyers du nouveau sérotype 3 de ce virus, aussi appelé « maladie de la langue bleue », étaient confirmés dans six départements du nord du pays, a indiqué vendredi le ministère de l'Agriculture. Ils sont répartis dans l'Aisne,

les Ardennes, la Marne, la Moselle, le Nord et l'Oise, a précisé le ministère dans une mise à jour du nombre d'exploitations concernées. Une zone « régulée » de 150 kilomètres autour des foyers confirmés, où les déplacements de bovins, chèvres et moutons sont soumis à des restrictions afin de tenter de freiner la progression du virus, s'étend désormais à 30 départements.

6,4 millions de doses fournies aux éleveurs de six régions

Pour rappel, la fièvre catarrhale ovine se mani-

feste par de la fièvre, des troubles respiratoires, une langue pendante ou encore la perte des petits en gestation et parfois par la mort des animaux, dans des proportions variables d'un élevage à l'autre. Sa détection n'entraîne pas l'abattage des bêtes, contrairement à la grippe aviaire. Elle touche aussi les bovins, mais avec une mortalité très faible, ainsi que les chèvres. Des vaccins sont disponibles et une campagne de vaccination a débuté dans le nord de la France lundi. 6,4 millions de doses, dont 1,1 million pour les ovins et 5,3 millions pour les bovins, sont ainsi gratuitement fournies par

l'Etat aux éleveurs des Hauts-de-France, de Normandie, d'Ile-de-France, du Grand Est, du Centre-Val de Loire et de Bourgogne-Franche-Comté, a précisé le ministère de l'Agriculture. Six régions qui correspondent au territoire qui avait atteint en 2007 par un autre sérotype de la fièvre catarrhale ovine. D'autres sérotypes de la maladie sont déjà présents depuis plusieurs années en Europe, avec les vaccins adéquats mais pas toujours disponibles ou utilisés par les éleveurs. La France compose depuis plusieurs années avec les sérotypes 4 et 8 de la FCO, qui ont tué des milliers d'ovins ces dernières semaines dans le sud.

ETATS-UNIS

Le moral des ménages s’améliore plus que prévu en juillet, selon l’enquête Michigan

Le moral des ménages américains s'est amélioré en août plus rapidement que prévu en première estimation, selon les premiers résultats de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan publiés vendredi. Son indice de confiance s'est établi à 67,8, alors que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur un chiffre de 66,9. L'indice était ressorti à 66,4 en juillet. La composante du jugement des consommateurs sur leur situation actuelle s'est élevée à 60,9 après 62,7 et celle des perspectives à 72,1 après 68,8 en juillet. Au même moment à Wall Street, le Dow Jones inverse son cours et gagne 0,09%, contre un Standard & Poor's 500 stable, tandis que le Nasdaq ne cède plus que 0,06%, les indices se voyant encouragés par la publication de ces données.

ROLLS-ROYCE PHANTOM SCINTILLA

Hommage à l’héritage

De l'inspiration évocatrice du Spirit of Ecstasy à l'artisanat de haut niveau exposé quotidiennement à Goodwood, chez Rolls-Royce, l'art s'écrit toujours avec un M majuscule. La Rolls-Royce Phantom Scintilla, limitée à dix exemplaires, lui rend hommage à juste titre.

"Vitesse et immobilité, absence de vibration, maîtrise mystérieuse d'une grande énergie et d'un organisme vivant d'une grâce exceptionnelle". Telle était la description donnée par Claude Johnson, alors PDG de Rolls-Royce, en 1910, lorsqu'il a commandé un ornement de radiateur approprié. 114 ans plus tard, cet esprit d'extase brille toujours sur le nez de chaque Rolls-Royce. L'esprit de cette commande originale est aujourd'hui interprété de manière moderne à Goodwood. Les paroles prophétiques de Johnson sont également gravées sur une plaque dans la boîte à gants de la Phantom Scintilla allongée qui est sortie des ateliers de Rolls-Royce.

Antiquité grecque

L'"étincelle" (ou scintilla en latin) de cette inspiration était, comme à l'époque, la Victoire ailée de Samothrace. Une sculpture grecque antique dont le marbre de Paros devrait se refléter dans le revêtement en céramique du Spirit of Ecstasy. Le blanc andalou et le bleu thrace qui colorent respectivement le haut et le bas de la carrosserie font référence à la mer qui entoure l'île de Samothrace. Les paillettes métalliques dans la peinture sont un reflet symbolique du soleil dans l'eau. En effet, l'imagination ne manque pas à Goodwood. Revenons au Spirit of Ecstasy et au mouvement sculpté qui l'accompagne. Un dynamisme que l'on retrouve aussi bien dans les broderies des portes et des sièges que dans les œuvres d'art de la Gallery (nom donné par Rolls-Royce au côté passager de la planche de bord). Ces dernières, baptisées Celestial Pulse, sont constituées de sept rubans fraisés dans le même bloc d'aluminium et revêtus de la même couche de céramique que la mascotte de Rolls-Royce. Le flux de ces rubans est ensuite soutenu par la broderie déjà mentionnée. Une prouesse artisanale qui mérite tout de même d'être mise en lumière. Car bien que "simple" en apparence, il faut 40 heures et



869.500 points - répartis sur six couches - pour que les 36 panneaux individuels soient cousus de manière à ce que le motif se fonde parfaitement de l'avant à l'arrière.

D'étoiles et de lumière

Bien entendu, un ciel étoilé sur mesure se veut incontournable également. Au plafond, 1500 diodes électroluminescentes en fibre de verre devraient traduire la robe flottante du Spirit of Ecstasy en une animation (légèrement) vacillante. Il va sans dire que ce motif est lui aussi unique à la Scintilla, tout comme il va de soi que les bandes lumineuses ont été placées par des mains purement humaines. Du pur artisanat. C'est là que réside l'exclusivité : cette Phantom (à laquelle rien d'autre n'a été modifié sur le plan mécanique) montre où le savoir-faire de Rolls-Royce atteint vraiment son apogée. Il va sans dire que cette exclusivité se retrouve également dans le prix. Mais ce dernier n'a pas vraiment d'importance dans ce cas : les dix propriétaires, aussi chanceux que fortunés, ont d'ores et déjà passé commande.

La Maybach SL680 est conçue pour ceux qui trouvent les Mercedes pas assez luxueuses

La Mercedes-Maybach SL680 essaie de positionner la marque à l'étoile face à Bentley et Rolls-Royce sur le terrain des cabriolets les plus luxueux du marché. Difficile de ne pas être impressionné par le luxe des Mercedes les plus haut de gamme. C'est ce qu'on se disait récemment en essayant le cabriolet SL dans sa version 63 S E Performance, une 2+2 à la finition intérieure somptueuse capable de se monter quasiment aussi confortable qu'une Bentley Continental GTC. Mais pour les clients les plus aisés, l'étoile ne suffit plus. Le constructeur allemand mise sur le blason Maybach pour ses modèles les plus luxueux et élitistes, déjà disponible sur la Classe S et le grand SUV GLS. Cette fois, le blason Maybach arrive donc sur le Mercedes SL. Dévoilée à l'occasion de la Monterey Car Week

de Californie, la Mercedes-Maybach SL680 ajoute au cabriolet allemand une finition encore plus haut de gamme. Elle se reconnaît par sa calandre et ses jantes spécifiques, en plus de boucliers redessinés, des badges Maybach et de quelques autres détails propres à cette version. L'habitacle va aussi plus loin dans l'excellence avec des habillages repensés et une banquette arrière supprimée au profit d'un joli carénage.

Un « modeste » V8 sous le capot

Sous le capot, la SL680 fait l'im-passe sur le V12 bi-turbo disponible sur la Classe S Maybach et se contente du V8 bi-turbo de 4,0 litres de la SL 63 « normale » avec 585 chevaux et 800 Nm. Conçue pour optimiser le confort au détriment de l'efficacité dynamique, elle revendique un 0 à 100 km/h en 4,1 se-



condes ce qui suffira à s'insérer sur l'autoroute sans encombre. Notez que la configuration très excentrique du modèle visible dans les photos accompagnant cet article cor-

respond à la série spéciale « Monogram Series Red Ambiance ». Les clients de la SL680 ne seront heureusement pas obligés de composer avec ces écussons Maybach gravés

sur un capot noir et la capote, à la façon d'une valise Louis Vuitton. Ouf. Et le prix ? Très au-dessus des 200 000€ probablement, sachant qu'une SL 63 AMG coûte déjà 201 600€.

Le FMI veut taxer le minage de cryptos et l'IA pour mieux protéger l'environnement

Le Fond Monétaire International estime qu'il existe un problème avec le coût environnemental des industries de la crypto et de l'IA. Raison pour laquelle une proposition de taxation a été émise.

On le sait, certaines nouvelles technologies sont régulièrement pointées du doigt pour leur grande consommation d'énergie et leur impact environnemental. Le minage de Bitcoin est une de ces activités, tout comme, plus récemment, l'intelligence artificielle. Deux industries que le FMI voudrait bien taxer, comme le montre un nouvel article publié dans le blog de l'institution internationale.

La crypto et l'IA ont un fort coût environnemental

L'IA et le Bitcoin sont sur la sellette. Une nouvelle note du blog du FMI publiée ces derniers jours met en effet en avant leur côté extrêmement énergivore. À elles seules, ces deux industries représenteraient ainsi, selon des chiffres du FMI, 2% de la consommation électrique mondiale en 2022. Un chiffre qui, d'ici 2027, devrait atteindre les 3,5% de la consommation électrique mondiale. Pour mesure l'énormité de la situation, à 3,5%, l'IA et le Bitcoin équivaldraient à eux deux à la consommation nationale en électricité du Japon, qui est la cinquième mondiale. Un problème qui touche de plein fouet l'environnement,



car, en suivant ces chiffres, le FMI a découvert qu'en 2027 le minage de Bitcoin

pourrait représenter 0,7% des émissions en CO2 de l'humanité, alors que les data

centers nécessaires au fonctionnement de l'intelligence artificielle compteraient pour 1,2% de ces mêmes émissions (fourchette haute des estimations).

Une taxe comme solution ?

Alors, que faire ? Pour le FMI il existe une solution extrêmement efficace : la taxation. « Selon les estimations du FMI, une taxe directe de 0,047 \$ par kilowattheure inciterait l'industrie minière de crypto-monnaie à réduire ses émissions conformément aux objectifs mondiaux » explique la note. La taxe pourrait aller jusqu'à 0,089 \$ par kilowattheure s'il fallait aussi prendre en compte le coût sur la santé des populations, ce qui consisterait au total à une augmentation de 85% du coût moyen de l'électricité pour les mineurs. Pour ce qui est de l'électricité utilisée par les data centers, le FMI préconise « une taxe ciblée sur leur consommation d'électricité devant être [soit] fixée à 0,032 \$ par kilowattheure, soit à 0,052 \$ en incluant les coûts de la pollution atmosphérique. » Une plus grande indulgence ici due au fait que les data centers sont assez souvent installés dans des zones bénéficiant d'une électricité plus verte. Est-ce la solution ?

HPE se renforce dans le CloudOps en rachetant Morpheus Data

HPE a annoncé l'acquisition de Morpheus Data, spécialisé dans la gestion du cloud. Intégrée à GreenLake, cette plateforme apportera des fonctions d'automatisation, d'orchestration multicloud, ainsi que l'optimisation des coûts. Le pilotage des environnements cloud est devenu important au moment où les entreprises diversifient leur stratégie dans ce domaine. Les fournisseurs comme HPE doivent donc s'adapter et renforcer cette brique de gestion multicloud. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le rachat de Morpheus Data par HPE pour un montant non communiqué. La société a été officiellement lancée en 2015, mais la plateforme d'automatisation IT existe depuis 2010 comme projet interne au fonds d'investissement Bertram Capital. Aujourd'hui, elle propose une solution d'automatisation et d'orchestration multicloud, ainsi qu'un volet FinOps pour contrôler les coûts.

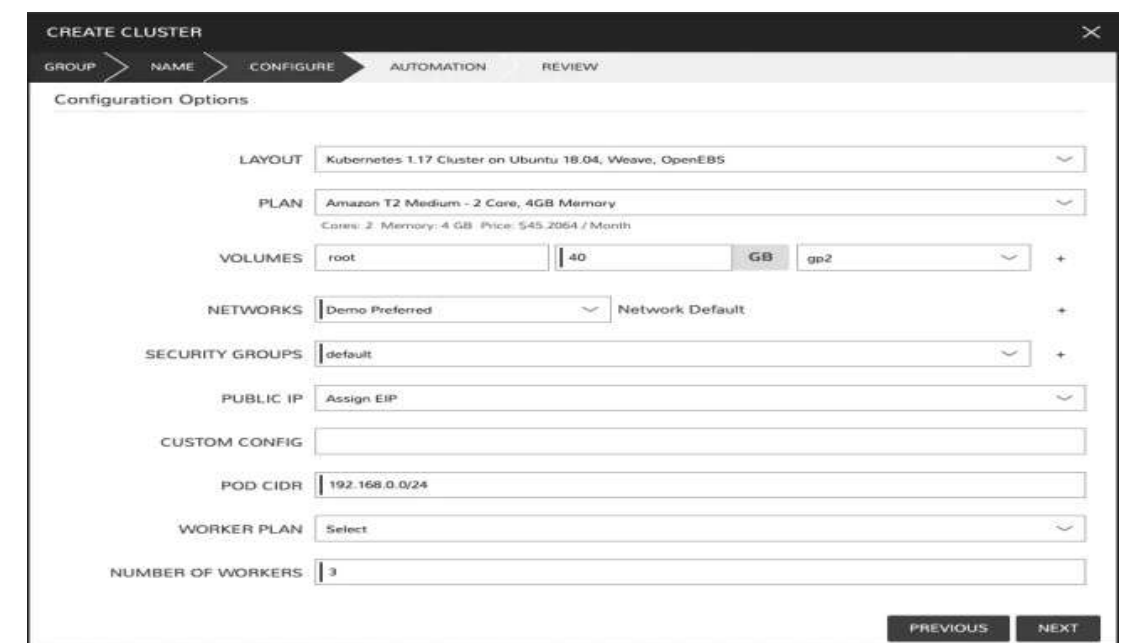
Une intégration à GreenLake

HPE prévoit d'intégrer la technologie Morpheus à son offre d'IT as a service GreenLake afin d'ai-

der les clients à gérer plusieurs cloud et à accéder à des fonctionnalités telles que le provisionnement d'applications multicloud, l'orchestration et l'automatisation, le contrôle d'accès, la sauvegarde et la surveillance des ressources. Morpheus continuera également à être proposé en tant que logiciel autonome, a déclaré le fournisseur. De plus, GreenLake intégrera la brique FinOps de Morpheus, qui aide les entreprises à prendre des décisions pertinentes en matière de dépenses pour les services cloud. « HPE combinera ses données IT multi-fournisseurs et multi-cloud avec les capacités FinOps de Morpheus pour permettre aux clients de comprendre leurs dépenses en cloud, de mettre en place des garde-fous autour de l'utilisation et d'optimiser leurs charges de travail pour réduire les coûts », souligne HPE.

Une brique CloudOps et FinOps pertinente

Une acquisition bien perçue par les analystes comme IDC qui estime que « plus de 90% des entreprises se servent de plusieurs cloud et la gestion des res-



sources est un défi croissant ». Le cabinet d'études estime que le marché des logiciels CloudOps atteindra 40 Md\$ en 2028. « Les entreprises veulent un contrôle cohérent et une standardisation dans les environnements de cloud publics et privés. Les cloud hybrides sont là pour les années à venir, les entre-

prises ont donc besoin d'outils pour gérer cette complexité dès aujourd'hui », a déclaré IDC. Le rachat pourrait aussi aider à résoudre les problèmes de compétence qui se profilent, « car les entreprises cherchent à gérer leurs cloud avec moins de personnel », ajoute le cabinet d'études.

La combinaison HPE/Morpheus devrait concurrencer sur le marché du CloudOps des fournisseurs tels que Red Hat et VMware by Broadcom, ainsi que des fournisseurs de cloud tels que AWS et Google Cloud. La transaction devrait être finalisée au début du quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2024 de HPE.

Mots fléchés

Système de mesure stable, simple (3 mots) Charge		Rude Assurances		Jamais		Conte court Légèrement âcre		Parolier français (Bons) Eloquence		Superbe-ment Plante rampante		Commé- morees Puissant explosif	
Solide Instru- ments à cordes				Fricas- seraient Connait									
					Lettre grecque		Apathique Rejeté						
Sélénium Chagriné			Bon moment Un revenu de solidarité					Île française Surface agricole				Alcaloïde extrait de la fève de calabar	
							Éléments d'équipe- ments Aurochs						
L'Estonie						Mets à base de légumes cuits Station spatiale russe							S'enfuir
Mutuelle agricole Chef-lieu des îles Loyauté				Détentions	Petit fruit					Partie d'église			
		Petit alliage	Qui manque de souplesse Commune sarde						Longue période	Un centre à la poste Mue par le vent			
Reproduc- teur Chic					Raillerie Possessif						Pronom personnel Chapeau claque		
						Centre d'urgence		Ronchon- ne Fils en hébreu					
Mésaven- tures Conjonction de coordination							Signe zodiacal Affables						
		Sévère	Savoir-vivre Espion sous Louis XV						Ibid Gros nez			Séparables	Agence spatiale européenne
Poissons d'eau douce					La langue en argot								
Hein Sobriquet					Chiffre Le sauveur			Baies					
						Affluent de la Garonne Capitaine d'un bateau turc					Calcium Périodes noires		
Petite classe		Elle a participé à la création d'Israël (Golda)	Saint de la joie (Philippe) Affluent de la Dordogne					Victoire impériale					Beau château
	Livre liturgique							Division d'une couronne		Officier du roi Venceslas			
	Einsteinium 101 romain			Réservoir cylindrique					Rejeton Exavolt				
Petit poil Genre de reptile batracien				Affluent du Rhône						Possessif			
						Punisse							

Une quantité de 14.940 capsules de psychotropes a été saisie et un narcotrafiquant a été arrêté par les services de la sûreté urbaine d'Ouargla, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication et des relations générales de ce corps constitué. Agissant sur informations faisant état d'un individu recelant à domicile des psychotropes, les services de police ont procédé, en vertu des procédures réglementaires et en coordination avec le parquet d'Ouargla, à la perquisition du domicile du narcotrafiquant où ils ont mis la main sur la marchandise prohibée et arrêté le suspect. Après finalisation des procédures légales, le mis en cause a été présenté aux instances judiciaires et a été incarcéré pour détention et stockage illicite de produits hallucinogènes d'origine étrangère à des fins de commercialisation dans le cadre d'une bande criminelle, a précisé le même document.



ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
**Report du dépôt
des dossiers de
candidature aux
titres de professeur
hospitalo-
universitaire
émérite et
professeur émérite**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé le report du dépôt des dossiers de candidature pour la nomination aux titres de professeur hospitalo-universitaire émérite et professeur émérite, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. "Suite à l'annonce de l'ouverture de la session de candidature pour la nomination aux titres de professeur hospitalo-universitaire émérite et professeur émérite du 17 août 2024, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe les enseignants hospitalo-universitaires du report de l'opération de dépôt des dossiers de candidature pour la nomination à ces titres et de la réouverture de la plateforme après la rentrée universitaire 2024-2025", ajoute le communiqué. Cette démarche intervient pour "permettre aux enseignants concernés de préparer leurs dossiers de candidature dans les meilleures conditions", précise le ministère.

JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

Le message du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier lundi, un message à l'occasion de la Journée nationale des Moudjahid, qui commémore la double attaque du nord de Constantine et la tenue du Congrès de Soummam, le 20 août 1955/1956. « Nous célébrons la Journée des Moudjahid, le double anniversaire des attentats du nord de Constantine le 20 août 1955 et de la tenue du Congrès de la Soummam le même jour en 1956. Ce sont deux étapes immortelles dans le récit des gloires de la Révolution de libération bénie. Les attaques dans le nord de Constantine ont donné une leçon pour une armée coloniale, qui avait parié sur la répression de la Révolution populaire par la force du fer et du feu. Des sacrifices et un héroïsme remarquable, et leur courage, ont donné un élan à la Révolution, renforçant le moral de l'Armée de libération nationale », in-

dique le chef de l'Etat. Dans son message, le président Tebboune a ajouté que «le Congrès de la Soummam qui s'est tenue le 20 août 1956 constitue un début décisif et un tournant important tant au niveau politique que militaire », soulignant que « le peuple algérien ne cédera pas face à la tyrannie de la force coloniale ». « Notre certitude, dit le Président, alors que nous nous souvenons avec fierté des sacrifices des martyrs et des moudjahidines, restera ferme que les hommes et les femmes algériens, dans les veines desquels coule le sang de la fidélité au message éternel de novembre, porteront la chère Algérie sur leurs épaules, avec leurs yeux veillant sur sa sécurité, sa stabilité et sa prospérité », souligne le président de la République.

Il est à rappeler que l'Algérie célèbre, aujourd'hui mardi, la Journée nationale du Moudjahid, marquant le double anni-

versaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956), deux dates charnières dans l'histoire de la glorieuse Révolution, et ce, au moment où le pays vit au rythme d'une élection présidentielle qui posera un nouveau jalon dans le processus de consolidation de l'édifice institutionnel et d'ancrage des valeurs démocratiques. Ces deux dates charnières dans l'histoire de la nation algérienne continuent d'inspirer aux générations successives des sentiments de fierté à l'égard du passé glorieux et de gratitude pour les hauts faits et les sacrifices consentis, lesquels, comme l'avait dit le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors d'une précédente occasion, «nous incitent à préserver notre chère Algérie, en tant qu'Etat national redouté et respecté grâce à ses institutions constitutionnelles, à l'unité de son peuple et à la conscience de sa jeunesse».

APPROVISIONNER DU LIBAN EN FIOUL

La décision du président de la République largement saluée

Des personnalités politiques et économiques libanaises ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'approvisionner le Liban "immédiatement" en quantités de fioul afin de faire fonctionner les centrales électriques, affirmant que cette décision vient exprimer la solidité et la profondeur des relations fraternelles et historiques liant les deux pays frères et leurs peuples. Le ministre libanais de l'Industrie, Georges Bouchikian, a salué "la décision noble, sincère et généreuse de l'Etat algérien frère, Président, Gouvernement et peuple,

prise en faveur du Liban, qui a été communiquée au Premier ministre libanais, M. Najib Mikati, par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en vue d'approvisionner le Liban immédiatement en quantités de fioul pour l'aider à dépasser cette conjoncture difficile". "L'Algérie démontre encore une fois son soutien véritable et constant en faveur du Liban. Et nous, Libanais, sommes reconnaissants pour ce geste qui témoigne d'une fraternité réelle. Nous n'oublierons pas ce soutien précieux en ce moment où nous avons le plus besoin de fioul pour faire fonctionner les centrales

électriques dans notre pays. Merci du fond du cœur à l'Algérie", a-t-il affirmé dans une déclaration rapportée par l'Agence Nationale libanaise de l'Information (ANI). De son côté, le ministre libanais de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Walid Fayad, a salué l'initiative de l'Algérie d'envoyer immédiatement du fioul à son pays, pour rétablir le courant électrique à l'arrêt. "L'Algérie a toujours été aux côtés du Liban et n'a ménagé aucun effort pour lui venir en aide pendant ses crises", a-t-il ajouté. Pour sa part, le membre de l'instance du mouvement "Amal", M. Qablan

Qablan, a écrit sur X (ex-Twitter): "Merci et Mille mercis à l'Algérie, qui tend toujours sa main pour aider le Liban à sortir de la crise. Merci au Président Abdelmadjid Tebboune, au Gouvernement et au peuple algérien frère qui privilégie la fraternité aux intérêts". Le président du Conseil d'affaires algéro-libanais, Wissam Aris a adressé, dans un communiqué, "ses remerciements à l'Etat algérien frère, président, gouvernement et peuple, pour la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'approvisionner le Liban en fioul face à la crise d'électricité".

SOMMET INTER-RÉGIONAL NUMÉRIQUE EN AFRIQUE (SIN AFRICA 2024)

L'IA en débat, les 16 et 17 octobre, en format hybride

Le Cluster Digital Africa (CDA), organise la deuxième édition du Sommet Inter-régional Numérique en Afrique (SIN Africa 2024), du 16 au 17 octobre 2024, en format hybride, combinant une présence physique au Centre d'Innovation de Recherche Technologique et d'Industrie Créative (CIRTIC) et une participation en ligne via la plateforme de visioconférence SediSpace du CDA. La thématique retenue pour SIN Africa 2024 est : "L'IA éthique et inclusive : Accélérateur de Transformation en Afrique". Plus d'une quarantaine de speakers ont déjà donné leur accord pour animer le SIN Africa 2024.

Enjeux du numérique
et de l'IA en Afrique

Le SIN Africa 2024, se positionne comme « un événement phare pour aborder les enjeux et opportunités liés au numérique et à l'intelligence artificielle en Afrique. », indique

Amadou Diawara, président du CDA, ajoutant : « Dans un contexte où le numérique devient un levier essentiel de développement économique et social, ce sommet vise à rassembler les principaux acteurs du secteur pour échanger, innover et collaborer. » SIN Africa 2024, en optant pour un format hybride, permet une participation plus large et inclusive, ce qui rend davantage l'impact et l'engagement de la communauté africaine et internationale plus rayonnant.

Innovation, éducation
et développement des compétences

L'innovation, l'éducation et le développement des compétences sont les secteurs-clés autour desquels s'articulent SIN Africa 2024, dans l'optique d'atteindre les objectifs de la transformation numérique de l'Afrique. Le SIN Africa 2024, regroupe ainsi, deux jours durant, les acteurs de la

transformation digitale, notamment ceux impliqués dans le développement de l'intelligence artificielle (IA) en Afrique :
- des décideurs politiques,
- des chercheurs et des universitaires,
- des entrepreneurs, des startup et des étudiants ;
- des représentants d'entreprises technologiques internationales,
- des membres de la société civile.

IA, éthique et inclusive
dans le contexte africain, au menu des
six Tables Rondes

Au menu des discussions : « Des défis et des opportunités liés à l'IA éthique et inclusive dans le contexte africain », selon la politique du CDA. Six Tables rondes scindent les travaux de SIN Africa 2024 :
- Les défis éthiques et sociaux de l'IA en Afrique
- L'inclusion numérique : Réduire la

fracture numérique grâce à l'IA
- L'impact de l'IA sur l'éducation et la formation professionnelle en Afrique
- Rôle de la réglementation et des politiques publiques dans le déploiement de l'IA en Afrique
- Innovation et entrepreneuriat dans le domaine de l'IA en Afrique
- L'IA au Service de la Santé en Afrique : opportunités et défis
- Il y sera également présenté des cas d'usage réussis de l'IA dans certains secteurs en Afrique

Innovation, partage,
résilience...

SIN Africa 2024, fonde sa pertinence sur quelques thématiques-clés :
- innovation et transformation : gros plan sur les innovations technologiques africaines et leurs applications ; collaboration et partage : échanges fructueux et collaboration intersectorielle escomptés entre ex-

perts, leaders d'opinion et décideurs ;
- impact et résilience : apport du numérique sur la résilience face aux défis socio-économiques et environnementaux du continent.

Des collaborations en perspective

SIN Africa 2024 sera sanctionné par une série de recommandations, une publication des présentations et des cas d'utilisation sur le site web du CDA (<https://clusterdigitalafrica.com>), et la mise en relief des collaborations conclues entre les participants, notamment en ce qui concerne le développement des projets liés à l'IA en Afrique. Le Cluster Digital Africa fixe : l'annonce des intervenants sélectionnés, à partir de 16 septembre 2024 ; la date limite de soumission des contributions au 1 octobre 2024.